

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3048

22 octobre 2014

SOMMAIRE

ACMBernstein SICAV	146302	CP Crystal Luxco S.à r.l.	146266
aif invest S.à r.l.	146268	C.P.O. International S.A., SPF	146260
Axion Invest S.A.	146300	Crescent European Specialty Lending (Un- levered) A S.à r.l.	146260
Belfond (Luxembourg) Sàrl	146261	CRH NORTH AMERICA Luxembourg Sàrl	146258
Bona S.A.-SPF	146264	CVF Lux Master S.à r.l.	146258
Bona S.A.-SPF	146264	CVF Lux Securities Trading S.à r.l.	146258
Caldia Fiduciaire S.A.	146261	CVI CVF II Lux Master S.à r.l.	146258
Calme Lux S.A.	146260	CVI EMCVF Lux Master S.à r.l.	146258
Capital & Income Trust S.à r.l.	146303	De Lange Invest, Sàrl SPF	146259
Carolus Investment Corporation S.A. S.P.F.	146259	Delta Lloyd Privilege	146266
Cartrust S.A.	146264	Delzanne	146265
CBC JV S.à r.l.	146261	Démolition et Terrassement XL S.à r.l. .	146299
Centuria Capital Développement Durable S. à r.l. (C2D2)	146262	Diacine Investments	146263
CH3 Capital S.à r.l.	146258	FDM Luxembourg S.A.	146259
C & I Latam S.à r.l.	146264	Handelsbanken Funds	146304
Cimalux Société Immobilière	146262	Laccolith S.A.	146302
Clayax Acquisition Luxembourg 4	146265	Lufkin Industries Holdings Luxembourg	146298
Clayax Acquisition Luxembourg 5	146263	Oume Soparfi S.A.	146267
Cliffs International Luxembourg S.à r.l. .	146263	Paradocs Ter S.à r.l.	146267
CNLP S.A.	146259	Parmed S.A.	146267
CoInvest Beteiligungsmanagement Lu- xembourg S.à r.l. & Cie Metaltrade Invest S.e.c.s.	146268	Phaeton Finance S.à r.l.	146302
Colwind	146259	Pradera Central Management S.à r.l. ...	146301
Compagnie Anglaise S.à r.l.	146262	PRIVILEGE & Partners SA	146301
ContourGlobal Power Holdings S.A.	146265	Pronovem International S.à r.l.	146267
Corales S.A.	146301	Semeraro Investissements S.A.	146268
Core Consulting International S.A.	146266	Semeraro Investissements S.à r.l.	146268
		ST Denis Acquisition 1 S.à r.l.	146266

CH3 Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 176.287.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144007/9.

(140164007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

CRH NORTH AMERICA Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 5.000.000,00.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 148.445.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144020/9.

(140163925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

CVF Lux Master S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 151.957.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144024/9.

(140164038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

CVF Lux Securities Trading S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 151.958.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144025/9.

(140163773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

CVI CVF II Lux Master S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 170.644.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144026/9.

(140164043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

CVI EMCVF Lux Master S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 167.617.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144027/9.

(140163944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

CNLP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 154.981.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014144012/10.

(140163557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

De Lange Invest, Sàrl SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1490 Luxembourg, 19, rue d'Épernay.

R.C.S. Luxembourg B 174.193.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014144035/10.

(140163947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

FDM Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 11-13, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 100.722.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014145492/11.

(140166018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Carolus Investment Corporation S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 16.100.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014145377/11.

(140165486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Colwind, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 167.343.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COLWIND

Signatures

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2014144014/12.

(140164121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Calme Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 117.829.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014144694/12.

(140164558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

C.P.O. International S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 31.895.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 août 2014

1. La liquidation de la société C.P.O. INTERNATIONAL S.A., SPF est clôturée.
2. Décharge est accordée au liquidateur et commissaire de liquidation pour l'exécution de leurs mandats.
3. Les livres et documents sociaux sont déposés au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg et y seront conservés pendant cinq ans au moins.

Extrait certifié sincère et conforme

MERLIS S.à.r.l.

Signatures

Le Liquidateur

Référence de publication: 2014145374/17.

(140165364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Crescent European Specialty Lending (Unlevered) A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 186.696.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales signé en date du 29 août 2014 que:

La société Crescent European Specialty Lending Fund LP transfère 2,500 parts sociales (deux mille cinq cent), qu'elle détenait dans Crescent European Specialty Lending (Unlevered) A S.à r.l. à Crescent European Specialty Loan Fund SCS, SICAV-FIS

et

La société Crescent European Specialty Lending Fund (Cayman) LP transfère 2,500 parts sociales (deux mille cinq cent), qu'elle détenait dans Crescent European Specialty Lending (Unlevered) A S.à r.l. à Crescent European Specialty Loan Fund SCS, SICAV-FIS

Depuis, les parts sociales de la Société sont détenues comme suit:

- Crescent European Specialty Lending Fund LP	5,000 parts sociales
- Crescent European Specialty Lending Fund (Cayman) LP	5,000 parts sociales
- Crescent European Specialty Loan Fund SCS, SICAV-FIS	5,000 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Duncan Smith

Mandataire

Référence de publication: 2014144689/25.

(140165167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Belfond (Luxembourg) Sarl, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 61.050.

Le contrat de domiciliation signé entre la société AGIR Luxembourg S.A., société anonyme avec siège social à Luxembourg au 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et la société BELFOND (Luxembourg) S.A.R.L., n° RCS Luxembourg B 61.050, en date du 14 février 2013 a été dénoncé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144660/10.

(140164923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

CBC JV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 24.000,00.**

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 179.018.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites prises par les associés de la Société en date du 15 juillet 2014 que:

- La démission de Monsieur Benoît BAUDUIN, gérant de classe A de la Société, a été acceptée avec effet immédiat.
- Monsieur Scott McKinlay, né le 11 avril 1983 à Dunfermline, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg a été nommé gérant de classe A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Référence de publication: 2014144698/16.

(140165085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Caldia Fiduciaire S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 4, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 153.093.

EXTRAIT

Les actionnaires de la Société ont pris les résolutions suivantes en date du 15 septembre 2014:

- 1) Révocation de Monsieur Vivian CALLAY en tant qu'administrateur unique;
- 2) Nomination d'un Conseil d'Administration composé des trois administrateurs suivants:
 - Monsieur Hassane DIABATE, né le 04 avril 1971 à Treichville (Côte d'Ivoire), demeurant professionnellement à 4, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, administrateur;
 - Monsieur Vivian CALLAY, né le 10 juillet 1977 à Vico (France), demeurant professionnellement à 4, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, administrateur;
 - Monsieur Igor KOVROVTSEV, né le 04 juillet 1964 à Leningrad (Russie), demeurant professionnellement à 21, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, administrateur;

Les mandats des administrateurs prendront fin à l'Assemblée Générale Ordinaire devant statuer sur les comptes annuels de l'exercice 2017.

- 3) Nomination de Monsieur Vivian CALLAY, né le 10 juillet 1977 à Vico (France), demeurant professionnellement à 4, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg en tant qu'administrateur-délégué.

Le mandat l'administrateur-délégué prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire devant statuer sur les comptes annuels de l'exercice 2017.

Le mandataire Monsieur Vivian CALLAY, né le 10 juillet 1977 à Vico (France), a changé d'adresse professionnelle du 20, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 4, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Pour la Société

Référence de publication: 2014144693/28.

(140165209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Cimalux Société Immobilière, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, 50, rue Romain Fandel.

R.C.S. Luxembourg B 134.156.

—
Auszug aus der Ordentlichen Gesellschafterversammlung vom 17. September 2014

1) Die Hauptversammlung beschließt, anstelle der Innenrevision der Dyckerhoff GmbH den Auftrag zur Prüfung des Jahresabschlusses 2014 den Wirtschaftsprüfern der Ernst&Young S.A. (B47771 - L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann) zu erteilen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 17 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145414/13.

(140164920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Centuria Capital Développement Durable S. à r.l. (C2D2), Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 15, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 130.606.

—
Veillez noter que l'associé Centuria Participations S.A. réside professionnellement au 15, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange.

Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Pour Centuria Capital Développement Durable S.à.r.l. (C2D2)

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014144700/14.

(140164556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Compagnie Anglaise S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8378 Kleinbettingen, 9, rue de Kahler.

R.C.S. Luxembourg B 11.796.

—
Extrait des résolutions de l'assemblée générale du 25 juillet 2014

Les associés ont pris les résolutions suivantes:

1) Madame CORKE-SANKELO Eini Marijatta, née le 31 août 1936 à Kortesarve (F) et demeurant à L-8378 KLEIN-BETTINGEN, 9, rue de Kahler est nommée gérante de la société.

2) La société est représentée et/ou engagée en toutes circonstances par la seule signature individuelle d'un des gérants.

Chaque gérant a les pouvoirs les plus étendus pour faire moyennant sa seule signature individuelle tout acte d'administration et/ou de disposition y compris les pouvoirs d'ouvrir et de clôturer des comptes en banque et ceux qui consistent à accorder des hypothèques ou donner main levée d'hypothèque.

Chaque gérant est autorisé individuellement à négocier pour le compte de la société et signer seul tout contrat ou convention en vue d'engager valablement la société par sa seule signature individuelle.

Chaque gérant a également le pouvoir pour acquérir et/ou à aliéner des biens mobiliers ou immobiliers, corporels, incorporels, financiers ou dérivés.

Chaque gérant peut nommer un ou plusieurs fondés de pouvoir, délégué ou mandataire quelconque. Il peut leur conférer les pouvoirs qu'il jugera nécessaire pour l'accomplissement de leur mission.

Chaque gérant est autorisé à conclure moyennant sa seule signature individuelle des contrats et/ou tout autre engagement au nom de la société avec d'autres sociétés dont il assure la gestion respectivement est membre de l'organe de gestion et/ou avec soi-même.

Kleinbettingen, le 25 juillet 2014.

Pour extrait conforme

La société

Référence de publication: 2014144709/27.

(140165028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Diacine Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 153.682.

Suite à l'assemblée générale du 16 mai 2014, l'actionnaire unique de Diacine Investments confirme que:
Le mandat de PricewaterhouseCoopers en qualité de réviseur d'entreprises agréé de Diacine Investments a été renouvelé pour une période déterminée prenant fin à l'assemblée générale approuvant les comptes de l'année 2014.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Diacine Investments

Signature

Référence de publication: 2014145433/13.

(140165304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Cliffs International Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 61.075.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 127.768.

Par résolutions signées en date du 13 août 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Terrance M Paradie, avec adresse professionnelle au 200, Public Square, Suite 3300, Cleveland, OH 44114-2544, Etats-Unis, au mandat de gérant, avec effet au 30 juin 2014 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Michael J. Morris, avec adresse professionnelle au 1100, Superior Avenue, Suite 1500, 44114 Cleveland, Ohio, Etats-Unis, de son mandat de gérant, avec effet au 30 juin 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145386/15.

(140166035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Clayax Acquisition Luxembourg 5, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 161.832.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société le 17 septembre 2014 les décisions suivantes:

- Révoquer Mme Laurence Goblet de sa fonction de gérant de la Société avec effet immédiat;

- Nommer M. Simon Barnes, né le 2 décembre 1962 à Liverpool, Royaume-Uni, et ayant son adresse professionnelle au 15, rue Jean-Pierre Brasseur à L-1258 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- Nommer Mme Jennifer Ferrand, née le 23 février 1981 à Thionville, France, et ayant son adresse professionnelle au 24, avenue Emile Reuter à L-2420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- Reconnaître que le conseil de gérance est dès lors composé des personnes suivantes:

* Philippe Leclerq;

* Theresa Gore;

* Eric Rouzier;

* Simon Barnes;

* Jennifer Ferrand; et

* Xavier M. Poncelet.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145385/26.

(140165661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Bona S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 59.696.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014145368/10.

(140165841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Bona S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 59.696.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014145369/10.

(140165846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

C & I Latam S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 164.070.

Le siège social de l'associé unique Intellego Consulting SAPI DE CV a changé et est désormais au 1236, Prolongación Paseo de la Reforma, Piso 3, D.F.05348 Col. Santa Fe, Mexique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145373/12.

(140166036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Cartrust S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 11, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 125.189.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 12 juin 2014

«Cinquième résolution

L'assemblée constate que le mandat de l'administrateur-délégué est échu. Elle décide de renouveler son mandat pour une nouvelle période de cinq ans, expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2018.

Administrateur-délégué:

1. Monsieur DA SILVA GUEDES Adriano José, 6, rue du Poitou, F-57970 Elzange

Commissaire aux comptes:

L'assemblée décide d'accepter la démission du commissaire aux comptes actuel, à savoir: FOP Conseil & Expertise S.A., ayant son siège social à Weiswampach.

Elle décide de nommer en son remplacement: FOP Conseil S.A., inscrit au RC sous le numéro B186.074, ayant son siège social à L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer jusqu'à l'assemblée générale ordinaire en 2018.

Luxembourg, le 12 juin 2014.

POUR EXTRAIT CONFORME

11, rue de Bitbourg

L-1273 Luxembourg

Référence de publication: 2014145397/22.

(140165537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

ContourGlobal Power Holdings S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 164.238.

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145392/12.

(140165770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Delzanne, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 177.157.

EXTRAIT

Suite à un déménagement,

- Monsieur Ahmed Farid Alaulaqi, gérant de classe A de la société susmentionnée, demeure désormais à l'adresse suivante: 345, SH Zayed Road, 506704 Dubai, Emirats Arabes Unis.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2014145431/16.

(140165840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Clayac Acquisition Luxembourg 4, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 162.802.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société le 17 septembre 2014 les décisions suivantes:

- Révoquer Mme Laurence Goblet de sa fonction de gérant de la Société avec effet immédiat;
- Nommer M. Simon Barnes, né le 2 décembre 1962 à Liverpool, Royaume-Uni, et ayant son adresse professionnelle au 15, rue Jean-Pierre Brasseur à L-1258 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- Nommer Mme Jennifer Ferrand, née le 23 février 1981 à Thionville, France, et ayant son adresse professionnelle au 24, avenue Emile Reuter à L-2420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- Reconnaître que le conseil de gérance est dès lors composé des personnes suivantes:

* Philippe Leclercq;

* Theresa Gore;

* Eric Rouzier;

* Simon Barnes;

* Jennifer Ferrand; et

* Xavier M. Poncelet.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145384/26.

(140165660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Core Consulting International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 136.156.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145422/9.

(140165590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

CP Crystal Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 169.335.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145423/9.

(140166012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Delta Lloyd Privilege, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 96.850.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration du 29 août 2014

En date du 29 août 2014, le Conseil d'Administration a décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Alex Otto en qualité d'Administrateur avec effet au 15 juillet 2014.
- de nommer avec effet au 15 juillet 2014 Monsieur Rob van Mazijk, Tooropgebouw Spaklerweg 4, NL-1096 BA Amsterdam, en qualité d'Administrateur jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2015, en remplacement de Monsieur Alex Otto, démissionnaire.

Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Delta Lloyd Privilege

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014145445/17.

(140165819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

ST Denis Acquisition 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 187.799.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 17 septembre 2014

Le siège social de la société est transféré au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

La démission de Monsieur Vittorio BENATTI de son poste d'administrateur unique est acceptée

Madame Laetitia VAUCHEZ, Team Leader, née le 19/06/1982 à LONS LE SAUNIER (France), avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Monsieur Jan VANHOUTTE, Managing Director, né le 31/03/1973 à HANAU (Allemagne), avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg et Madame Barbara NEUERBURG, Director Client Services, née le 18/05/1979 à KRUMBACH (Allemagne), avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, sont nommés nouveaux administrateurs de la société. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de l'an 2020.

Pour extrait sincère et conforme

PETRUSSE SECURITISATION S.A.

Référence de publication: 2014145688/19.

(140165302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Oume Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.
R.C.S. Luxembourg B 81.053.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145682/9.

(140165790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Paradocs Ter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 9.753.304,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 165.269.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145684/11.

(140165864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Pronovem International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 10-12, avenue du Rock'n'Roll.
R.C.S. Luxembourg B 143.644.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/09/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2014145706/12.

(140165423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Parmed S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 54.902.

EXTRAIT

L'assemblée générale du 15 septembre 2014 a renouvelé les mandats des administrateurs.

- Madame Stéphanie GRISIUS, Administrateur, M. Phil. Finance B. Sc. Economics, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;

- Madame Nathalie GAUTIER, Administrateur, Master Administration des Entreprises, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;

- Monsieur Laurent HEILIGER, Administrateur-Président, licencié en sciences commerciales et financières, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2019.

L'assemblée générale du 15 septembre 2014 a renouvelé le mandat du Commissaire aux comptes.

- AUDIT.LU, réviseur d'entreprises, 42, rue des Cerises, L-6113 Junglinster, R.C.S. Luxembourg B 113.620.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2019.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Pour PARMED S.A.
Société anonyme

Référence de publication: 2014145693/22.

(140165431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

aif invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 14, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 183.994.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142555/10.

(140162288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

ColInvest Beteiligungsmanagement Luxembourg S.à r.l. & Cie Metaltrade Invest S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 164.219.

Der individuelle Jahresabschluss zum 31. Dezember 2011 der ColInvest Beteiligungsmanagement Luxembourg S.à r.l. & Cie Metaltrade Invest S.e.c.s. wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxemburg, den 15. September 2014.

Référence de publication: 2014143990/12.

(140163607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

**Semeraro Investissements S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Semeraro Investissements S.A.).**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 150.488.

L'AN DEUX MILLE QUATORZE,
LE SEPT OCTOBRE.

Pardevant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, soussignée.

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SEMERARO INVESTISSEMENTS S.A., ci-après «la Société», ayant son siège social au 3, rue des Bains L-1212 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 150.488, constituée en date du 7 décembre 2009 sous la denomination de Concept Realty & Development S.A. aux termes d'un acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, notaire alors de résidence à Luxembourg-Ville (Grand-Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 254 du 5 février 2010, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en date du 11 août 2011 suivant acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, notaire alors de de résidence à Luxembourg-Ville (Grand-Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2897 du 26 novembre 2011.

L'assemblée est présidée par Monsieur Paolo BARTOLUCCI, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg-Ville (Grand-Duché de Luxembourg).

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Luca CEDRATI, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg-Ville (Grand-Duché de Luxembourg).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Alessandro CUSUMANO, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg-Ville (Grand-Duché de Luxembourg).

Le président prie le notaire d'acter que:

I. L'actionnaire unique représenté à la présente assemblée et le nombre d'actions qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence et la procuraion donnée par l'actionnaire unique, une fois signée par les comparants et le notaire soussigné, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II. Cette liste de présence, après avoir été clôturée, fait apparaître que les 3.500 (trois mille cinq cents) actions d'une valeur nominale de EUR 10.- (dix euros) chacune,représentant l'intégralité du capital social s'élevant à EUR 35.000.- (trente-cinq mille euros) sont dûment représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée est valablement constituée et peut décider sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'actionnaire unique a été préalablement informé.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Transformation de la Société de «Société anonyme» en «Société à responsabilité limitée» de droit luxembourgeois, sans changement de l'objet social, et confirmation du capital social de EUR 35.000.- (trente-cinq mille euros) qui sera représenté par 3.500 (trois mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 10.- (dix euros) chacune, toutes détenues par l'actionnaire unique, Monsieur Giovanni SEMERARO, de nationalité italienne, né à Ostuni (BR), le 2 janvier 1949, demeurant à Via Rovato 19, I-25030, Erbusco, (BS), Italie, Code Fiscal SMRGNN49A02G187W.

2. Changement de la dénomination sociale de la Société qui se dénommera "SEMERARO INVESTISSEMENTS S.à r.l." et adoption des statuts d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois.

3. Démission de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décharge à leur accorder pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'assemblée générale décidant la transformation de la Société en une société à responsabilité limitée.

4. Nomination d'un nouveau gérant de la Société, fixation de ses pouvoirs et de la durée de son mandat.

5. Transfert du siège social statutaire, du siège de direction effective et de l'administration centrale de la Société du 3, rue des Bains, L-1212 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) à I-00040 ARICCIA (RM), Via XXV Aprile 5, et adoption par la société à responsabilité limitée de la nationalité italienne sous réserve de l'inscription de la Société auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Rome.

6. Changement de la dénomination sociale de la Société qui se dénommera "SEMERARO HOLDING S.R.L.".

7. Modification de la durée de la Société;

8. Modification de son objet pour lui donner en langue italienne la teneur suivante:

« **Art. 2. Oggetto.** La Società ha per oggetto le seguenti attività:

A) la gestione di magazzini centralizzati, di centri commerciali, di ipermercati ed il commercio all'ingrosso ed al dettaglio di generi alimentari e diversi;

B) esercitare direttamente ed indirettamente attività commerciali anche di vendita diretta, somministrare alimenti, bevande, alcoolici e superalcoolici, gestire pubblici esercizi (bar, ristoranti, caffetterie, paninoteche, fast-food, ecc.), lavanderie anche a secco, distributori di carburante, compreso lo svolgimento di servizi estetici e attività ricreativa di svago e spettacolo;

C) l'acquisto, lo studio, la realizzazione, la cessione, la registrazione, lo sfruttamento in proprio ovvero la concessione dell'utilizzazione e dello sfruttamento in qualsiasi forma di marchi, brevetti, modelli industriali e altri diritti di proprietà industriale e intellettuale, nessuno escluso; lo studio e la realizzazione di marchi per aziende e/o prodotti con la relativa ricerca di nomi e simboli grafici distintivi e le altre attività connesse, la realizzazione e la produzione di lavori fotografici, litografici e tipografici, stampati in genere con ogni tecnica;

La prestazione di servizi di consulenza in Italia ed all'estero in materia di brevetti d'invenzione, modelli industriali, marchi di impresa e ogni altro diritto di proprietà intellettuale, nonché tutte le pratiche relative, comprese quelle per il deposito ed il rilascio degli stessi, la loro gestione e la loro difesa.

D) l'espletamento di servizi, anche integrati, per conto e a favore proprio e per conto e a favore di terzi (persone giuridiche, enti pubblici e privati, anche no-profit, associazioni anche professionali e imprese in genere) e persone fisiche per la organizzazione, gestione tecnico-amministrativa finanziaria e contabile e imprenditoriale in genere con proprie strutture e/o con l'organizzazione e il coordinamento di attività di terzi, anche professionali. In essa compreso: attività di consulenza, sia in Italia che all'estero, comprese operazioni straordinarie societarie; di valutazione e organizzazione di imprese e enti patrimoniali; di ottimizzazione delle attività imprenditoriali e commerciali (auditing, analisi dati, reporting, tesoreria, pianificazione, budget, valutazione investimenti, analisi di bilanci, controlli contabili ecc.) in campo economico, patrimoniale, finanziario e commerciale, anche con applicazione di prodotti informatici e anche con organizzazione di temporary management.

L'effettuazione dell'"audit finanziario" attraverso l'applicazione di schemi, procedure e metodologie predefinite e standardizzate; la consulenza nel settore finanziario, strategico e tecnologico in genere, anche attraverso la ricerca, lo sviluppo, la progettazione e la commercializzazione di "software" connesso a tali settori nonché la realizzazione e la commercializzazione di prodotti informatici ("hardware" e "software") in Italia ed all'estero. Consulenza in materia di assistenza sistemistica e telecomunicazione.

La creazione e la gestione di servizi di tipo provider internet, nonché creazione e gestione di servizi di commercio elettronico tramite internet.

Servizio di organizzazione, gestione e elaborazione di banche dati di dati e informazioni, di dati statistici, di monitoraggio dati, con qualsiasi supporto anche informatico.

Attività di certificazione ambientale, valutazione di sicurezza e di igiene del lavoro, studi, ricerche, assistenza nel settore territorio e ambiente e di impatto ambientale.

Attività di ideazione coordinamento e realizzazione di prodotti editoriali e materiali audiovisivi (fatta eccezione per giornali e quotidiani in genere); promozione realizzazione e gestione di sponsorizzazioni, campagne pubblicitarie, ricerche di mercato, consulenza pubblicitaria, organizzazione di eventi, fiere, meeting, convegni ecc.

Attività di ricerca e formazione e amministrazione di personale.

La société pourra effectuer opérations de transformation et de confectionnement de produits alimentaires et divers comprise la panification et production de pâtisserie et pasta alimentaire.

La société pourra aussi pour le poursuite de l'objet social:

- effectuer opérations de franchising (établissement de rapports de collaboration, en diverses formes, avec d'autres entreprises), de auditing (investigations et contrôles d'entreprise), de Know-How (transmission de connaissances techniques, commerciales et de tout autre genre et type), de joint venture (établissement d'une série de rapports et engagements conjointement avec d'autres entreprises, au but de parvenir à la réalisation d'une ou plusieurs opérations);

- effectuer activités de développement, étude et organisation du marketing, enquêtes de perspectives économiques en champ local, national et international, enquêtes de développement technologique dans ses divers aspects, études de faisabilité, effectuer le transport pour compte tiers.

La société peut assumer participations et cotérentements dans d'autres sociétés, entreprises, entités, consortiums, aussi constituants, ayant but analogue, afin de compléter au propre; non seulement assumer le coordination technique-financier et administratif des sociétés, entités, entreprises, consortiums et associations dans lesquelles participe ou est intéressée, y compris l'assumption de rapports de service dans n'importe quel secteur d'entreprise des sociétés, entités, entreprises, consortiums et associations dans lesquelles participe ou est intéressée, le tout pourvu que cela n'implique l'exercice dans les rapports avec le public de l'activité de médiation immobilière ou financière. Le tout, cependant, avec caractère de non prévalence par rapport à l'objet social et toujours que cela soit instrumentale pour son accomplissement.

La société peut accomplir en outre, dans le respect des interdictions, limites, conditions et autorisations prévues par la loi, toutes les opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières et financières de n'importe quelle nature ayant pertinence, directe ou indirecte, avec l'objet social qui seront considérées par l'Organe Administratif nécessaires ou opportunes pour l'accomplissement de ce but non seulement la conclusion de contrats de financement sous forme passive, le tout dans les limites des normes de loi. Les opérations financières, y compris l'assumption de participations, ne devront cependant être effectuées dans les rapports avec le public.

La société pourra aussi libérer, toujours en voie secondaire et non dans les rapports avec le public, garanties de n'importe quelle nature, personnelles ou réelles, aussi en faveur de tiers et/ou pour obligations assumées par tiers et/ou dans l'intérêt de tiers.

Sont tassativement exclus, outre à toute activité interdite par la présente et future législation:

- la location financière et le factoring;
- l'exercice professionnel dans les rapports avec le public des services d'investissement réservés aux entreprises d'investissement et aux banques au sens du décret législatif 24 février 1998 n. 58 - texte unique des dispositions en matière de médiation financière - et successives modifications, intégrations et substitutions;
- l'exercice dans les rapports avec le public des activités de cui à l'art. 106, paragraphe 1, du décret législatif 1 septembre 1993 n. 385 et successives modifications, intégrations et substitutions;
- les activités de médiation de cui à la Loi 3 février 1989 n. 39 et successives modifications, intégrations et substitutions;
- les activités professionnelles protégées de cui à la loi 23 novembre 1939 n. 1815 et successives modifications, intégrations et substitutions

et cependant toutes les activités qui par loi sont réservées à des personnes munies de particuliers requis non possédés par la société.»

9. Approbation d'une situation comptable intérimaire.

10. Démission du gérant en fonction et décharge à lui accorder pour l'exécution de son mandat jusqu'à la date de l'assemblée générale décidant le transfert du siège de la Société en Italie.

11. Refonte complète des statuts, comprenant entre autres, une modification de la durée de la Société, une reformulation de son objet social ainsi qu'une nouvelle désignation de la valeur des parts sociales conformément à la loi italienne, afin de mettre les statuts de la Société en concordance avec la législation italienne. En outre, le premier exercice social qui débutera en Italie se clôturera le 31 décembre 2014.

12. Nomination d'un gérant unique en la personne de Monsieur Giovanni SEMERARO, né à Ostuni (BR), Italie, le 2 janvier 1949, domicilié professionnellement auprès du siège social de la Société, code fiscal italien SMRGNN49A02G187W, et fixation des pouvoirs et de la durée de son mandat.

13. Délégation de pouvoirs.

14. Radiation de la Société du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg dès qu'elle aura été inscrite auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Rome.

15. Nomination d'un représentant fiscal au Grand-Duché de Luxembourg.

16. Décision de soumettre les résolutions ayant trait au dix et suivants ci-dessus à la condition suspensive du transfert du siège social de la Société et de son inscription en Italie auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Rome.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, l'assemblée prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de changer la forme de la société SEMERARO INVESTISSEMENTS S.A. laquelle de «Société anonyme» devient une «Société à responsabilité limitée» de droit luxembourgeois, sans changement de l'objet social.

L'assemblée constate qu'il n'existe à ce jour aucun emprunt obligataire émis par la Société et que dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec les changements envisagés.

La transformation se fait sur base de la situation comptable de la Société au 30 juin 2014.

L'assemblée décide d'échanger les 3.500 (trois-mille cinq cents) actions existantes contre 3.500 (trois-mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 10.- (dix euros) chacune, entièrement souscrites et libérées et toutes détenues par l'actionnaire unique, Monsieur Giovanni SEMERARO, de nationalité italienne, né à Ostuni (BR), Italie, le 2 janvier 1949, demeurant à Via Rovato 19, I-25030, Erbusco, (BS), Italie, Code Fiscal SMRGNN49A02G187W et de confirmer le capital social de EUR 35.000.- (trente-cinq mille euros).

Deuxième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination sociale de la Société en "SEMERARO INVESTISSEMENTS S.à r.l." et d'adopter les statuts d'une Société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois comme suit:

" **Art. 1^{er}** . Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de SEMERARO INVESTISSEMENTS S.à r.l. qui est régie par les présents statuts et les dispositions légales.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville (Grand-Duché de Luxembourg). Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et faire mettre en valeur ces titres et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle pourra également accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à l'acquisition, la gestion et la vente, sous quelque forme que ce soit, de tous biens immobiliers situés au Luxembourg ou à l'étranger.

En général, la Société pourra prendre toute mesure de contrôle et de surveillance pour sauvegarder ses droits et pourra, aux conditions et dans les termes prévus par la loi, réaliser toute opération financière, mobilière, immobilière, commerciale et industrielle qu'elle jugera utile à la réalisation et au développement de son objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 35.000.- (trente-cinq mille euros) représenté par 3.500.- (trois-mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 10.- (dix euros) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des non-associés que dans les termes prévus par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés.

Le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir chacun sous leur signature individuelle au nom de la société dans toutes les circonstances.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que conformément aux dispositions prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, le 31 décembre, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur."

Troisième résolution

L'assemblée prend acte de la démission de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décide de l'accepter. L'assemblée décide de leur accorder décharge pleine et entière sans exception aucune pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de ce jour.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de nommer en qualité de gérant unique de la Société, avec les pouvoirs définis à l'article 11 des nouveaux statuts et pour une durée indéterminée, Madame Vania BARAVINI, dirigeant, de nationalité luxembourgeoise, née à Esch/Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 21 mai 1964 et demeurant au 89, rue Clair-Chêne, L-4062 Esch/Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

Cinquième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social statutaire, le siège de direction effective et l'administration centrale de la Société du 3, rue des Bains, L-1212 Luxembourg, à I-00040 ARICCIA (RM), Via XXV Aprile 5 et de lui faire adopter la nationalité, le statut et la forme d'une société à responsabilité limitée de droit italien, le tout sous réserve de l'inscription de la Société auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Roma.

L'assemblée constate qu'à ce jour il n'existe aucun emprunt obligataire émis par la Société et que dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec les changements envisagés.

Elle constate en outre qu'aucune part sans droit de vote n'a été émise par la Société et que la décision de changement de nationalité est prise par l'actionnaire unique existant.

Elle constate également:

- que tous les impôts prévus par la loi luxembourgeoise ont été dûment payés aux autorités compétentes respectivement la Société a comptabilisé dans ses livres des provisions adéquates pour impôts;
- que la Société a respecté toutes les dispositions fiscales prévues par la loi luxembourgeoise;
- que tant sur le plan fiscal luxembourgeois que sur le plan fiscal italien le transfert du siège social de la Société en Italie aura effet à partir de la date d'inscription de la Société au Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Rome.
- que sur le plan fiscal luxembourgeois, la Société établira et remettra aux autorités fiscales luxembourgeoises compétentes les déclarations fiscales couvrant la période d'imposition allant du 1^{er} janvier 2014 jusqu'à la date d'inscription de la Société au Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Rome alors que les déclarations fiscales couvrant la période d'imposition, allant de la date d'effet du transfert de siège sur le plan fiscal italien jusqu'au 31 décembre 2014 ou toute autre période applicable selon la loi italienne, seront établies et présentées aux autorités fiscales italiennes compétentes, par les organes de gestion en fonction à la date de présentation;
- que le premier exercice social en Italie débutera le jour de l'inscription de la Société au Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Roma et se clôturera le 31 décembre 2014;
- que le transfert du siège de la Société en Italie et le changement de nationalité de la Société n'aura en aucun cas pour effet, ni sur le plan fiscal ni sur le plan légal, la constitution d'une nouvelle société et l'assemblée constate que cette résolution est prise en conformité avec l'article 199 de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'avec la Directive du Conseil de la CEE du 17 juillet 1969 no. 335 et les dispositions de l'article 4 du DPR du 26 avril 1986, numéro 131 et toutes dispositions y afférentes.

Sixième résolution

L'assemblée décide de modifier la durée de la société italienne en la fixant au 31 décembre 2050.

Septième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination sociale de la société italienne en "SEMERARO HOLDING - S.R.L.".

Huitième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social de la Société pour lui donner, en langue italienne, la teneur suivante:

« **Art. 2. Oggetto.** La Società ha per oggetto le seguenti attività:

A) la gestione di magazzini centralizzati, di centri commerciali, di ipermercati ed il commercio all'ingrosso ed al dettaglio di generi alimentari e diversi;

B) esercitare direttamente ed indirettamente attività commerciali anche di vendita diretta, somministrare alimenti, bevande, alcoolici e superalcoolici, gestire pubblici esercizi (bar, ristoranti, caffetterie, paninoteche, fast-food, ecc.), lavanderie anche a secco, distributori di carburante, compreso lo svolgimento di servizi estetici e attività ricreativa di svago e spettacolo;

C) l'acquisto, lo studio, la realizzazione, la cessione, la registrazione, lo sfruttamento in proprio ovvero la concessione dell'utilizzazione e dello sfruttamento in qualsiasi forma di marchi, brevetti, modelli industriali e altri diritti di proprietà industriale e intellettuale, nessuno escluso; lo studio e la realizzazione di marchi per aziende e/o prodotti con la relativa ricerca di nomi e simboli grafici distintivi e le altre attività connesse, la realizzazione e la produzione di lavori fotografici, litografici e tipografici, stampati in genere con ogni tecnica;

La prestazione di servizi di consulenza in Italia ed all'estero in materia di brevetti d'invenzione, modelli industriali, marchi di impresa e ogni altro diritto di proprietà intellettuale, nonché tutte le pratiche relative, comprese quelle per il deposito ed il rilascio degli stessi, la loro gestione e la loro difesa.

D) l'espletamento di servizi, anche integrati, per conto e a favore proprio e per conto e a favore di terzi (persone giuridiche, enti pubblici e privati, anche no-profit, associazioni anche professionali e imprese in genere) e persone fisiche per la organizzazione, gestione tecnico-amministrativa finanziaria e contabile e imprenditoriale in genere con proprie strutture e/o con l'organizzazione e il coordinamento di attività di terzi, anche professionali. In essa compreso: attività di consulenza, sia in Italia che all'estero, comprese operazioni straordinarie societarie; di valutazione e organizzazione di imprese e enti patrimoniali; di ottimizzazione delle attività imprenditoriali e commerciali (auditing, analisi dati, reporting, tesoreria, pianificazione, budget, valutazione investimenti, analisi di bilanci, controlli contabili ecc.) in campo economico, patrimoniale, finanziario e commerciale, anche con applicazione di prodotti informatici e anche con organizzazione di temporary management.

L'effettuazione dell'"audit finanziario" attraverso l'applicazione di schemi, procedure e metodologie predefinite e standardizzate; la consulenza nel settore finanziario, strategico e tecnologico in genere, anche attraverso la ricerca, lo sviluppo, la progettazione e la commercializzazione di "software" connesso a tali settori nonché la realizzazione e la commercializzazione di prodotti informatici ("hardware" e "software") in Italia ed all'estero. Consulenza in materia di assistenza sistemistica e telecomunicazione.

La creazione e la gestione di servizi di tipo provider internet, nonché creazione e gestione di servizi di commercio elettronico tramite internet.

Servizio di organizzazione, gestione e elaborazione di banche dati di dati e informazioni, di dati statistici, di monitoraggio dati, con qualsiasi supporto anche informatico.

Attività di certificazione ambientale, valutazione di sicurezza e di igiene del lavoro, studi, ricerche, assistenza nel settore territorio e ambiente e di impatto ambientale.

Attività di ideazione coordinamento e realizzazione di prodotti editoriali e materiali audiovisivi (fatta eccezione per giornali e quotidiani in genere); promozione realizzazione e gestione di sponsorizzazioni, campagne pubblicitarie, ricerche di mercato, consulenza pubblicitaria, organizzazione di eventi, fiere, meeting, convegni ecc.

Attività di ricerca e formazione e amministrazione di personale.

La società potrà effettuare operazioni di trasformazione e di confezionamento di prodotti alimentari e diversi compresa la panificazione e produzione di pasticceria e pasta alimentare.

La società potrà anche per il perseguimento dell'oggetto sociale:

- effettuare operazioni di franchising (instaurazione di rapporti di collaborazione, in varie forme, con altre imprese), di auditing (investigazioni e controlli aziendali), di Know-How (trasmissione di conoscenze tecniche, commerciali e di ogni altro genere e tipo), di joint venture (instaurazione di una serie di rapporti e impegni congiuntamente con altre imprese, al fine di giungere alla realizzazione di una o più operazioni);

- attuare attività di sviluppo, studio ed organizzazione del marketing, indagini di prospettive economiche in campo locale, nazionale ed internazionale, indagini di sviluppo tecnologico nei suoi vari aspetti, studi di fattibilità, effettuare il trasporto per conto terzi.

La società può assumere partecipazioni e cointeressenze in altre società, imprese, enti, consorzi, anche costituenti, aventi scopo analogo, affine o complementare al proprio; nonché assumere il coordinamento tecnico-finanziario ed amministrativo delle società, enti, imprese, consorzi e associazioni nelle quali partecipa od è interessata, ivi inclusa l'assunzione di rapporti di servizio in qualunque settore aziendale delle società, enti, imprese, consorzi e associazioni nei quali partecipa od è interessata, il tutto purché non implichi l'esercizio nei confronti del pubblico dell'attività di intermediazione mobiliare o finanziaria. Il tutto, comunque, con carattere di non prevalenza rispetto all'oggetto sociale e sempre che risulti strumentale per il suo conseguimento.

La società può compiere inoltre, nel rispetto dei divieti, limiti, condizioni ed autorizzazioni previsti dalla legge, tutte le operazioni commerciali, industriali, mobiliari, immobiliari e finanziarie di qualsiasi specie aventi pertinenza, diretta od indiretta, con l'oggetto sociale che saranno ritenute dall'Organo Amministrativo necessarie od opportune per il conseguimento dello stesso nonché la conclusione di contratti di finanziamento in forma passiva, il tutto nei limiti delle vigenti norme di legge. Le operazioni finanziarie, compresa l'assunzione di partecipazioni, non dovranno comunque essere svolte nei confronti del pubblico.

La società potrà altresì rilasciare, sempre in via secondaria e non nei confronti del pubblico, garanzie di qualunque natura, personali o reali, anche a favore di terzi e/o per obbligazioni assunte da terzi e/o nell'interesse di terzi.

Sono tassativamente preclusi, oltre ad ogni attività vietata dalla presente e futura legislazione:

- la locazione finanziaria ed il factoring;
- l'esercizio professionale nei confronti del pubblico dei servizi di investimento riservato alle imprese di investimento ed alle banche ai sensi del decreto legislativo 24 febbraio 1998 n. 58 - testo unico delle disposizioni in materia di intermediazione finanziaria - e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni;
- l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di cui all'art. 106, comma 1, del decreto legislativo 1 settembre 1993 n. 385 e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni;
- le attività di mediazione di cui alla Legge 3 febbraio 1989 n. 39 e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni;
- le attività professionali protette di cui alla legge 23 novembre 1939 n. 1815 e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni

e comunque tutte le attività che per legge sono riservate a soggetti muniti di particolari requisiti non posseduti dalla società.»

Neuvième résolution

L'assemblée décide d'approuver la situation comptable intérimaire de la Société arrêtée à la date du 30 juin 2014, telle qu'elle a été rédigée par l'administrateur unique en fonction avant la transformation de la Société en société à responsabilité limitée et le transfert de son siège en Italie.

Dixième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission du gérant actuellement en fonction et de lui accorder décharge pleine et entière, sans exception aucune, pour l'exécution de son mandat jusqu'à la date de la présente assemblée ayant délibéré le transfert en Italie du siège de la Société.

Onzième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts pour les mettre en concordance avec la législation italienne, cette refonte comprenant, entre autres, une modification de la durée de la Société pour fixer son terme au 31 décembre 2050, une reformulation de son objet social ainsi qu'une nouvelle désignation de la valeur nominale des parts sociales pour la fixer suivant les termes de la loi italienne, le tout dans les termes repris dans les statuts reproduits ci-après:

Il est entendu que les formalités prévues par la loi italienne en vue de faire adopter ces nouveaux statuts en conformité avec la loi italienne devront être accomplies.

Le texte des nouveaux statuts aura la teneur suivante:

"STATUTO

Art. 1. Denominazione. La società è denominata:

"SEMERARO HOLDING S.r.l."

Art. 2. Oggetto. La Società ha per oggetto le seguenti attività:

A) la gestione di magazzini centralizzati, di centri commerciali, di ipermercati ed il commercio all'ingrosso ed al dettaglio di generi alimentari e diversi;

B) esercitare direttamente ed indirettamente attività commerciali anche di vendita diretta, somministrare alimenti, bevande, alcoolici e superalcoolici, gestire pubblici esercizi (bar, ristoranti, caffetterie, paninoteche, fast-food, ecc.), lavanderie anche a secco, distributori di carburante, compreso lo svolgimento di servizi estetici e attività ricreativa di svago e spettacolo;

C) l'acquisto, lo studio, la realizzazione, la cessione, la registrazione, lo sfruttamento in proprio ovvero la concessione dell'utilizzazione e dello sfruttamento in qualsiasi forma di marchi, brevetti, modelli industriali e altri diritti di proprietà industriale e intellettuale, nessuno escluso; lo studio e la realizzazione di marchi per aziende e/o prodotti con la relativa ricerca di nomi e simboli grafici distintivi e le altre attività connesse, la realizzazione e la produzione di lavori fotografici, litografici e tipografici, stampati in genere con ogni tecnica;

La prestazione di servizi di consulenza in Italia ed all'estero in materia di brevetti d'invenzione, modelli industriali, marchi di impresa e ogni altro diritto di proprietà intellettuale, nonché tutte le pratiche relative, comprese quelle per il deposito ed il rilascio degli stessi, la loro gestione e la loro difesa.

D) l'espletamento di servizi, anche integrati, per conto e a favore proprio e per conto e a favore di terzi (persone giuridiche, enti pubblici e privati, anche no-profit, associazioni anche professionali e imprese in genere) e persone fisiche per la organizzazione, gestione tecnico-amministrativa finanziaria e contabile e imprenditoriale in genere con proprie strutture e/o con l'organizzazione e il coordinamento di attività di terzi, anche professionali. In essa compreso: attività di consulenza, sia in Italia che all'estero, comprese operazioni straordinarie societarie; di valutazione e organizzazione di imprese e enti patrimoniali; di ottimizzazione delle attività imprenditoriali e commerciali (auditing, analisi dati, reporting, tesoreria, pianificazione, budget, valutazione investimenti, analisi di bilanci, controlli contabili ecc.) in campo economico, patrimoniale, finanziario e commerciale, anche con applicazione di prodotti informatici e anche con organizzazione di temporary management.

L'effettuazione dell'"audit finanziario" attraverso l'applicazione di schemi, procedure e metodologie predefinite e standardizzate; la consulenza nel settore finanziario, strategico e tecnologico in genere, anche attraverso la ricerca, lo sviluppo, la progettazione e la commercializzazione di "software" connesso a tali settori nonché la realizzazione e la commercializzazione di prodotti informatici ("hardware" e "software") in Italia ed all'estero. Consulenza in materia di assistenza sistematica e telecomunicazione.

La creazione e la gestione di servizi di tipo provider internet, nonché creazione e gestione di servizi di commercio elettronico tramite internet.

Servizio di organizzazione, gestione e elaborazione di banche dati di dati e informazioni, di dati statistici, di monitoraggio dati, con qualsiasi supporto anche informatico.

Attività di certificazione ambientale, valutazione di sicurezza e di igiene del lavoro, studi, ricerche, assistenza nel settore territorio e ambiente e di impatto ambientale.

Attività di ideazione coordinamento e realizzazione di prodotti editoriali e materiali audiovisivi (fatta eccezione per giornali e quotidiani in genere); promozione realizzazione e gestione di sponsorizzazioni, campagne pubblicitarie, ricerche di mercato, consulenza pubblicitaria, organizzazione di eventi, fiere, meeting, convegni ecc.

Attività di ricerca e formazione e amministrazione di personale.

La società potrà effettuare operazioni di trasformazione e di confezionamento di prodotti alimentari e diversi compresa la panificazione e produzione di pasticceria e pasta alimentare.

La società potrà anche per il perseguimento dell'oggetto sociale:

- effettuare operazioni di franchising (instaurazione di rapporti di collaborazione, in varie forme, con altre imprese), di auditing (investigazioni e controlli aziendali), di Know-How (trasmissione di conoscenze tecniche, commerciali e di ogni altro genere e tipo), di joint venture (instaurazione di una serie di rapporti e impegni congiuntamente con altre imprese, al fine di giungere alla realizzazione di una o più operazioni);

- attuare attività di sviluppo, studio ed organizzazione del marketing, indagini di prospettive economiche in campo locale, nazionale ed internazionale, indagini di sviluppo tecnologico nei suoi vari aspetti, studi di fattibilità, effettuare il trasporto per conto terzi.

La società può assumere partecipazioni e cointeressenze in altre società, imprese, enti, consorzi, anche costituendi, aventi scopo analogo, affine o complementare al proprio; nonché assumere il coordinamento tecnico-finanziario ed amministrativo delle società, enti, imprese, consorzi e associazioni nelle quali partecipa od è interessata, ivi inclusa l'assunzione di rapporti di servizio in qualunque settore aziendale delle società, enti, imprese, consorzi e associazioni nei quali partecipa od è interessata, il tutto purché non implichi l'esercizio nei confronti del pubblico dell'attività di intermediazione mobiliare o finanziaria. Il tutto, comunque, con carattere di non prevalenza rispetto all'oggetto sociale e sempre che risulti strumentale per il suo conseguimento.

La società può compiere inoltre, nel rispetto dei divieti, limiti, condizioni ed autorizzazioni previsti dalla legge, tutte le operazioni commerciali, industriali, mobiliari, immobiliari e finanziarie di qualsiasi specie aventi pertinenza, diretta od indiretta, con l'oggetto sociale che saranno ritenute dall'Organo Amministrativo necessarie od opportune per il conseguimento dello stesso nonché la conclusione di contratti di finanziamento in forma passiva, il tutto nei limiti delle vigenti norme di legge. Le operazioni finanziarie, compresa l'assunzione di partecipazioni, non dovranno comunque essere svolte nei confronti del pubblico.

La società potrà altresì rilasciare, sempre in via secondaria e non nei confronti del pubblico, garanzie di qualunque natura, personali o reali, anche a favore di terzi e/o per obbligazioni assunte da terzi e/o nell'interesse di terzi.

Sono tassativamente preclusi, oltre ad ogni attività vietata dalla presente e futura legislazione:

- la locazione finanziaria ed il factoring;

- l'esercizio professionale nei confronti del pubblico dei servizi di investimento riservato alle imprese di investimento ed alle banche ai sensi del decreto legislativo 24 febbraio 1998 n. 58 - testo unico delle disposizioni in materia di intermediazione finanziaria - e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni;

- l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di cui all'art. 106, comma 1, del decreto legislativo 1 settembre 1993 n. 385 e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni;

- le attività di mediazione di cui alla Legge 3 febbraio 1989 n. 39 e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni;

- le attività professionali protette di cui alla legge 23 novembre 1939 n. 1815 e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni

e comunque tutte le attività che per legge sono riservate a soggetti muniti di particolari requisiti non posseduti dalla società.

Art. 3. Sede. La società ha sede legale in Ariccia (RM).

Art. 4. Durata. La durata della società è stabilita sino al 31 dicembre 2050. La durata potrà essere prorogata per decisione dell'assemblea dei soci. La proroga del termine non attribuisce diritto di recesso ai soci che non hanno concorso alla relativa deliberazione.

La società può essere sciolta anticipatamente con deliberazione dell'assemblea dei soci a termini di legge.

Art. 5. Capitale. Il capitale sociale è fissato in euro 35.000,00 (trentacinquemila virgola zero zero), diviso in quote ai sensi di legge.

Salvo il caso di cui all'articolo 2482-ter del codice civile, l'aumento del capitale può essere attuato anche mediante offerta di partecipazioni di nuova emissione a terzi; in tal caso, spetta ai soci che non hanno concorso alla decisione il diritto di recesso a norma dell'art. 2473 del codice civile.

La società può aumentare il capitale sociale anche mediante conferimenti diversi dal denaro.

La società può acquisire dai soci, previo consenso individuale degli stessi, finanziamenti in conto capitale o a fondo perduto senza obbligo di rimborso ovvero stipulare con i soci, sulla base di trattative personalizzate, finanziamenti con obbligo di rimborso, che si presumono infruttiferi, salva diversa determinazione risultante da atto scritto.

Il tutto nei limiti e con le modalità previsti dalla vigente normativa.

Nel caso di riduzione per perdite che incidono sul capitale sociale per oltre un terzo, può essere omesso il deposito presso la sede sociale della documentazione prevista dall'articolo 2482-bis, comma secondo c.c., in previsione dell'assemblea ivi indicata.

E' attribuita alla competenza dei soci l'emissione dei titoli di debito di cui all'articolo 2483 codice civile.

Il possesso delle quote implica adesione allo statuto vigente.

I cointestatori di una quota dovranno nominare un rappresentante comune, il cui nominativo dovrà essere comunicato all'Organo Amministrativo e che eserciterà i diritti inerenti alla quota: a lui saranno fatte le notificazioni e le comunicazioni della società.

Art. 6. Versamenti. I versamenti sulle quote sono richiesti dall'Organo Amministrativo nei termini e nei modi che reputa convenienti.

A carico dei soci in ritardo nei versamenti decorre l'interesse in ragione annua pari al tasso ufficiale di riferimento in vigore pro-tempore, maggiorato di due punti percentuali, nei limiti comunque disposti dalla Legge.

Art. 7. Diritti dei soci e loro domicilio. I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

Il domicilio dei soci, nei rapporti con la società, è quello che risulta iscritto presso il Registro Imprese; l'indirizzo di posta elettronica, il fax e i numeri telefonici dei soci, per i loro rapporti con la società, sono, qualora non risultanti dal Registro Imprese, quelli che risultano dai libri e/o negli atti sociali ed espressamente comunicati da detti soggetti alla società.

Art. 8. Trasferimento delle partecipazioni per atto tra vivi. Per "partecipazione" (o "partecipazioni") si intende la partecipazione di capitale spettante a ciascun socio ovvero parte di essa in caso di trasferimento parziale e/o anche i diritti di sottoscrizione alla stessa pertinenti.

Per "trasferimento" si intende il trasferimento per atto tra vivi.

Nella dizione "trasferimento per atto tra vivi" s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione di qualsiasi genere e a qualsiasi titolo. In tutti i casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, i soci acquisteranno la partecipazione versando all'offerente la somma da questi indicata come "valore in denaro".

L'intestazione a società fiduciaria o la reintestazione da parte della stessa agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto disposto dal presente articolo, fatto salvo il caso della modifica del soggetto intestatario del rapporto fiduciario..

Le partecipazioni sono divisibili e trasferibili liberamente solo a favore:

a. del coniuge di un socio;

- b. di parenti in linea retta di un socio, in qualunque grado;
- c. di società controllanti, controllate, collegate o comunque appartenenti al medesimo gruppo di società socia.

In qualsiasi altro caso di trasferimento delle partecipazioni, anche se a favore di soci della società, ai soci regolarmente iscritti presso il Registro Imprese spetta il diritto di prelazione per l'acquisto.

Il socio che intende trasferire la propria partecipazione dovrà comunicare la propria offerta a mezzo lettera raccomandata AR all'organo amministrativo: l'offerta deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo o il valore in denaro e le modalità di pagamento. L'organo amministrativo, entro 15 (quindici) giorni dal ricevimento della raccomandata, comunicherà l'offerta agli altri soci, che dovranno esercitare il diritto di prelazione con le seguenti modalità:

a) ogni socio interessato all'acquisto deve far pervenire all'organo amministrativo la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata consegnata alle poste non oltre 60 (sessanta) giorni dalla data di ricevimento (risultante dal timbro postale) della comunicazione da parte dell'organo amministrativo;

b) la partecipazione dovrà essere trasferita entro 30 (trenta) giorni dalla data in cui l'Organo amministrativo avrà comunicato al socio offerente - a mezzo raccomandata da inviarsi entro 10 (dieci) giorni dalla scadenza del termine di cui sub. a) -l'accettazione dell'offerta con l'indicazione del o dei soci accettanti, della ripartizione tra gli stessi della partecipazione offerta, della data fissata per il trasferimento e del notaio a tal fine designato dagli acquirenti.

Nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, la partecipazione offerta spetterà ai soci interessati in proporzione al valore nominale della partecipazione da ciascuno di essi posseduta.

Se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, intendono valersene e che non vi abbiano espressamente e preventivamente rinunciato all'atto dell'esercizio della prelazione loro spettante.

Ove uno dei soci non eserciti la prelazione, i soci che hanno dichiarato di esercitarla avranno ulteriore proporzionale prelazione sulla porzione al primo spettante; il venditore dovrà darne loro comunicazione con lettera raccomandata A.R., da spedire entro giorni quindici e la prelazione andrà esercitata nei modi e termini di cui sopra.

La prelazione deve essere esercitata per il prezzo o valore in denaro indicato dall'offerente.

Qualora il prezzo o valore indicato richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro e, in caso di mancato accordo il prezzo sarà determinato ai sensi del successivo articolo 12 (dodici).

Il diritto di prelazione dovrà essere esercitato per l'intera partecipazione offerta. Qualora nessun socio intenda acquistare la partecipazione offerta ovvero il diritto sia esercitato solo per parte di essa, il socio offerente sarà libero di trasferire l'intera partecipazione all'acquirente indicato nella comunicazione entro 30 (trenta) giorni dal giorno di ricevimento della comunicazione stessa da parte dei soci, salvo quanto previsto di seguito per il gradimento.

Per il trasferimento della nuda proprietà e per il trasferimento o la costituzione di diritti reali limitati (tra cui usufrutto e pegno) sulla partecipazione, occorrerà il preventivo consenso scritto di tutti i soci.

Qualora nessun socio eserciti il diritto di prelazione di cui al presente articolo, in caso di trasferimento per atto tra vivi delle partecipazioni, è richiesto il gradimento dei soci.

Pertanto il socio che intenda alienare la propria partecipazione in mancanza di esercizio della prelazione dovrà comunicare con lettera raccomandata inviata all'organo amministrativo la proposta di alienazione, contenente l'indicazione della persona del cessionario.

L'organo amministrativo dovrà, senza indugio, attivare la decisione del soggetto competente a pronunciare il gradimento.

I soci decidono con la maggioranza del 50% (cinquanta per cento). Nel calcolo delle maggioranze non sarà computata la partecipazione del socio richiedente il gradimento. La decisione in ordine al gradimento dovrà intervenire senza indugio e dovrà essere comunicata all'organo amministrativo.

L'organo amministrativo dovrà comunicare, con lettera raccomandata inviata all'indirizzo risultante presso il Registro delle Imprese, al socio la decisione sul gradimento.

Qualora entro il termine di 30 (trenta) giorni dal ricevimento della richiesta di gradimento al socio richiedente non pervenga alcuna comunicazione, il gradimento si intenderà concesso ed il socio potrà trasferire la partecipazione.

Qualora il gradimento venga negato al socio richiedente viene riconosciuto il diritto di recesso.

Il gradimento non è richiesto nel caso di trasferimento della partecipazione ai soggetti di cui al presente articolo lettere a, b, c.

In tutte le precitate ipotesi di trasferimento di partecipazioni eseguito senza l'osservanza di quanto prescritto, l'avente causa non avrà diritto di essere iscritto presso il Registro delle Imprese, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e non potrà alienare la partecipazione con effetto verso la società. Il diritto di prelazione è validamente esercitato soltanto alla condizione che il soggetto che intende rendersi cessionario subentri in misura proporzionale negli eventuali versamenti in conto capitale e/o finanziamenti, sia onerosi che non, effettuati dal socio cedente.

Art. 9. Morte del socio. La partecipazione trasferita per successione legittima o testamentaria dovrà essere offerta in prelazione a tutti i soci nei modi e con gli effetti di cui al precedente articolo.

Fino a quando non sia stata fatta l'offerta e non risulti che questa non sia stata accettata, l'erede o il legatario non sarà iscritto presso il Registro delle Imprese, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi inerenti alle partecipazioni e non potrà alienare le partecipazioni con effetto verso la società.

E' comunque fatto salvo il diritto di gradimento di cui al precedente articolo.

Art. 10. Recesso. Il socio ha diritto di recesso nei casi previsti dalla legge, oltre che negli altri casi previsti dal presente statuto.

Il diritto di recesso non può essere esercitato per i primi due anni dalla costituzione della società o dalla sottoscrizione della partecipazione e non spetta ai soci che non hanno concorso alla deliberazione della proroga del termine della durata come previsto all'articolo 4 (quattro).

Il socio che intende recedere dalla società deve darne comunicazione all'organo amministrativo mediante lettera inviata con raccomandata.

La raccomandata deve essere spedita entro 15 (quindici) giorni dall'iscrizione nel registro imprese o, se non prevista, dalla trascrizione nel libro delle decisioni dei soci della decisione che lo legittima, con l'indicazione delle generalità del socio recedente, del domicilio per le comunicazioni inerenti al procedimento.

Se il fatto che legittima il recesso è diverso da una decisione, esso può essere esercitato non oltre trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio.

Il recesso si intende esercitato il giorno in cui la comunicazione è pervenuta alla sede della società.

Il recesso può essere esercitato solo per l'intera quota posseduta dal recedente.

Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia se, prima della scadenza del termine per il rimborso, la società revoca la delibera che lo legittima ovvero delibera lo scioglimento.

Art. 11. Esclusione. Non sono previste specifiche ipotesi di esclusione del socio per giusta causa.

Art. 12. Liquidazione delle partecipazioni. Nelle ipotesi di liquidazione le partecipazioni saranno rimborsate al socio in proporzione del patrimonio sociale. Il patrimonio della società è determinato dall'organo amministrativo, sentito il parere dei sindaci e del revisore, se nominati, tenendo conto del valore di mercato della partecipazione riferito al momento di efficacia del recesso determinato ai sensi del presente statuto.

In caso di disaccordo, la valutazione delle partecipazioni, secondo i criteri sopra indicati, è effettuata, tramite relazione giurata, da un esperto nominato dal Tribunale nella cui circoscrizione si trova la sede della società, che provvede anche sulle spese, su istanza della parte più diligente. Si applica il primo comma dell'articolo 1349 c.c.

Il rimborso delle partecipazioni deve essere eseguito nei modi e termini previsti dalla normativa in vigore.

Art. 13. Amministratori. La società può essere amministrata, alternativamente, su decisione dei soci in sede della nomina:

a. da un amministratore unico;

b. da un consiglio di amministrazione composto da due o più membri, secondo il numero determinato dai soci al momento della nomina;

c. da due o più amministratori con poteri congiunti, disgiunti o da esercitarsi a maggioranza.

Qualora vengano nominati due o più amministratori senza alcuna indicazione relativa alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, si intende costituito un consiglio di amministrazione.

Per organo amministrativo si intende l'amministratore unico, oppure il consiglio di amministrazione, oppure l'insieme di amministratori cui sia affidata congiuntamente o disgiuntamente l'amministrazione.

Gli amministratori possono essere anche non soci.

Non si applica agli amministratori il divieto di concorrenza di cui all'articolo 2390 c.c. Il domicilio degli amministratori, nei rapporti con la società, è quello che risulta iscritto presso il Registro Imprese; l'indirizzo di posta elettronica, il fax e i numeri telefonici degli amministratori, per i loro rapporti con la società, sono, qualora non risultanti dal Registro Imprese, quelli che risultano dai libri e/o negli atti sociali ed espressamente comunicati da detti soggetti alla società.

Art. 14. Durata della carica, revoca, cessazione. Gli amministratori restano in carica fino a revoca o dimissioni o per il periodo determinato dai soci al momento della nomina.

Gli amministratori sono rieleggibili.

La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

Se nel corso del mandato viene a mancare, per qualsivoglia causa, anche un solo amministratore, tutto il Consiglio s'intenderà decaduto e si provvederà ai sensi dell'art. 2386, quarto comma, c.c..

Gli altri amministratori devono, entro trenta giorni, sottoporre alla decisione dei soci la nomina di un nuovo organo amministrativo; nel frattempo possono compiere solo le operazioni di ordinaria amministrazione.

Art. 15. Consiglio di amministrazione. Qualora non vi abbiano provveduto i soci al momento della nomina, il consiglio di amministrazione elegge fra i suoi membri un presidente e può eleggere uno o più vice presidenti.

Le decisioni del consiglio di amministrazione, salvo quanto previsto al successivo articolo, possono essere adottate mediante consultazione scritta, ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto.

La procedura di consultazione scritta, o di acquisizione del consenso espresso per iscritto non è soggetta a particolari vincoli purché sia assicurato a ciascun amministratore il diritto di partecipare alla decisione e sia assicurata a tutti gli aventi diritto adeguata informazione.

La decisione è adottata mediante approvazione per iscritto di un unico documento ovvero di più documenti che contengano il medesimo testo di decisione da parte della maggioranza degli amministratori. Il procedimento deve concludersi entro 15 (quindici) giorni dal suo inizio o nel diverso termine indicato nel testo della decisione.

Le decisioni del consiglio di amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli amministratori in carica.

Le decisioni degli amministratori devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni degli amministratori. La relativa documentazione è conservata dalla società.

Il Consiglio nomina un Segretario, anche al di fuori dei propri membri.

Art. 16. Adunanze del consiglio di amministrazione. Il consiglio di amministrazione deve deliberare in adunanza collegiale.

Il presidente convoca il consiglio di amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché tutti gli amministratori siano adeguatamente informati sulle materie da trattare.

La convocazione avviene mediante avviso spedito a tutti gli amministratori, al sindaco unico o ai sindaci effettivi e al revisore, se nominati, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, almeno tre giorni prima dell'adunanza e, in caso di urgenza, almeno un giorno prima. Nell'avviso vengono fissati la data, il luogo e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno.

Il consiglio si raduna presso la sede sociale o anche altrove, purché in Italia, o nel territorio di un altro stato membro dell'Unione Europea.

Le adunanze del consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i consiglieri in carica ed il sindaco unico o i sindaci effettivi, se nominati.

Le riunioni del consiglio di amministrazione si possono svolgere anche per audioconferenza o videoconferenza, alle seguenti condizioni di cui si darà atto nei relativi verbali:

- a. che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione, se nominato, che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;
- b. che sia consentito al presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- c. che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;
- d. che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

Per la validità delle deliberazioni del consiglio di amministrazione si richiede la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica; le deliberazioni sono prese con la maggioranza assoluta dei voti dei presenti.

Nel caso il consiglio di amministrazione sia composto da più di due membri in caso di parità di voti prevale il voto del presidente.

Delle deliberazioni della seduta si redigerà un verbale firmato dal presidente e dal segretario se nominato che dovrà essere trascritto nel libro delle decisioni degli amministratori.

Art. 17. Poteri dell'organo amministrativo. L'organo amministrativo ha tutti i poteri per l'amministrazione della società.

In sede di nomina possono tuttavia essere indicati limiti ai poteri degli amministratori.

Nel caso di nomina del consiglio di amministrazione, questo può delegare tutti o parte dei suoi poteri ad un comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti, ovvero ad uno o più dei suoi componenti, anche disgiuntamente. In questo caso si applicano le disposizioni contenute nei commi terzo, quinto e sesto dell'articolo 2381 c.c. Non possono essere delegate le attribuzioni indicate nell'articolo 2475, comma quinto c.c.

Nel caso di consiglio di amministrazione formato da due membri, qualora gli amministratori non siano d'accordo circa la eventuale revoca di uno degli amministratori delegati, entrambi i membri del consiglio decadono dalla carica e devono entro trenta giorni sottoporre alla decisione dei soci la nomina di un nuovo organo amministrativo.

Nel caso di nomina di più amministratori, al momento della nomina i poteri di amministrazione possono essere attribuiti agli stessi congiuntamente, disgiuntamente o a maggioranza, ovvero alcuni poteri di amministrazione possono essere attribuiti in via disgiunta e altri in via congiunta. In mancanza di qualsiasi precisazione nell'atto di nomina, in ordine alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, detti poteri si intendono attribuiti agli amministratori disgiuntamente tra loro. Nel caso di amministrazione congiunta, i singoli amministratori non possono compiere alcuna operazione.

Possono essere nominati direttori, institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

Qualora l'amministrazione sia affidata disgiuntamente a più amministratori, in caso di opposizione di un amministratore all'operazione che un altro intende compiere, competenti a decidere sull'opposizione sono i soci.

Art. 18. Rappresentanza. L'amministratore unico ha la rappresentanza della società.

In caso di nomina del consiglio di amministrazione, la rappresentanza della società spetta al presidente del consiglio di amministrazione o, in caso di assenza o impedimento al vice presidente ed ai singoli consiglieri delegati, se nominati.

Nel caso di nomina di più amministratori, la rappresentanza della società spetta agli stessi congiuntamente o disgiuntamente, allo stesso modo in cui sono stati attribuiti in sede di nomina i poteri di amministrazione.

La rappresentanza della società spetta anche ai direttori, agli institori e ai procuratori, nei limiti dei poteri loro conferiti nell'atto di nomina.

Art. 19. Compensi degli amministratori. Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio.

I soci possono inoltre assegnare agli amministratori un'indennità annuale in misura fissa, ovvero un compenso proporzionale agli utili netti di esercizio, nonché determinare un'indennità per la cessazione dalla carica e deliberare l'accantonamento per il relativo fondo di quiescenza con modalità stabilite con decisione dei soci.

In caso di nomina di un comitato esecutivo o di consiglieri delegati, il loro compenso è stabilito dal consiglio di amministrazione al momento della nomina.

Art. 20. Organo di controllo. La nomina dell'organo di controllo è fatta dai soci ed è obbligatoria nei casi previsti dalla legge; fuori da questi casi i soci possono comunque nominare un organo di controllo.

L'organo di controllo può essere monocratico (sindaco unico) o pluripersonale (collegio sindacale); qualora non sia previsto dalla legge con disposizione inderogabile che l'organo di controllo debba essere monocratico o pluripersonale, i soci possono scegliere se nominare un sindaco unico o un collegio sindacale.

Quando nominato il collegio sindacale si compone di tre membri effettivi e di due supplenti; il presidente del collegio sindacale è nominato dai soci, in occasione della nomina dello stesso collegio; quando previsto per legge i membri del collegio sindacale o il sindaco unico devono essere scelti tra i revisori legali iscritti nell'apposito registro.

Per quanto non disciplinato dal presente articolo l'organo di controllo sarà regolato dalle norme di legge previste in materia per le società per azioni, in particolare per quanto riguarda la durata della nomina, la cessazione dalla carica, la rieleggibilità, il compenso, le cause di ineleggibilità e decadenza, le competenze ed i doveri nonché le regole di funzionamento.

All'organo di controllo viene attribuita anche la revisione legale dei conti della società, salvo che la legge richieda obbligatoriamente la nomina di un revisore, o che i soci, pur non essendo obbligatorio ex legge, decidano di affidare la revisione legale dei conti ad un revisore.

Il domicilio dei sindaci, nei rapporti con la società, è quello che risulta iscritto presso il Registro Imprese; l'indirizzo di posta elettronica, il fax e i numeri telefonici dei sindaci, per i loro rapporti con la società, sono, qualora non risultanti dal Registro Imprese, quelli che risultano dai libri e/o negli atti sociali ed espressamente comunicati da detti soggetti alla società.

Art. 21. Revisore. Si applicano al revisore tutte le norme previste per lo stesso in materia di società per azioni. Qualora la società nomini per la revisione legale dei conti un revisore, anche al di fuori dei casi di obbligatorietà dello stesso, questi deve in ogni caso essere iscritto nell'apposito registro.

Il domicilio del revisore, nei rapporti con la società, è quello che risulta iscritto presso il Registro Imprese; l'indirizzo di posta elettronica, il fax e i numeri telefonici del revisore, per i suoi rapporti con la società, sono, qualora non risultanti dal Registro Imprese, quelli che risultano dai libri e/o negli atti sociali ed espressamente comunicati da detto soggetto alla società.

Art. 22. Decisioni dei soci. Hanno diritto di voto i soci che risultano iscritti nel Registro Imprese.

I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione. Ogni socio ha diritto di partecipare alle decisioni e il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione. Le decisioni dei soci sono prese con il voto favorevole dei soci che rappresentano più della metà del capitale sociale e sono trascritte nel libro delle decisioni dei soci.

Art. 23. Assemblea. Le decisioni dei soci devono essere adottate mediante deliberazione assembleare.

L'assemblea deve essere convocata dall'organo amministrativo anche fuori dalla sede sociale, purché in Italia.

In caso di impossibilità di tutti gli amministratori o di loro inattività, l'assemblea può essere convocata dal sindaco unico o dal collegio sindacale, se nominati, o anche da un socio.

L'assemblea viene convocata con avviso spedito otto giorni o, se spedito successivamente, ricevuto almeno cinque giorni prima di quello fissato per l'adunanza con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo ad assi-

curare la prova dell'avvenuto ricevimento, fatto pervenire agli aventi diritto al domicilio risultante presso il Registro Imprese.

Nell'avviso di convocazione devono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Nell'avviso di convocazione può essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione, per il caso in cui nell'adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risulti legalmente costituita; comunque anche in seconda convocazione valgono le medesime maggioranze previste per la prima convocazione. Anche in mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e i sindaci, se nominati, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento. Se gli amministratori o i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati della riunione e su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

Art. 24. Svolgimento dell'assemblea. L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico o dal presidente del consiglio di amministrazione o dal coamministratore più anziano d'età; in caso di mancanza di questi, l'assemblea è presieduta dalla persona designata dagli intervenuti.

Spetta al presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

L'assemblea dei soci può svolgersi anche in più luoghi, audio e o video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, delle quali deve essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione se nominato che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;
- che sia consentito al presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonchè di visionare, ricevere o trasmettere documenti;
- che siano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea tenuta ai sensi del precedente articolo) i luoghi audio e o video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il presidente ed il segretario, se nominato.

Art. 25. Deleghe. Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare anche da soggetto non socio per delega scritta, che deve essere conservata dalla società. Nella delega deve essere specificato il nome del rappresentante con l'indicazione di eventuali facoltà e limiti di subdelega.

Se la delega viene conferita per la singola assemblea ha effetto anche per la seconda convocazione.

La rappresentanza non può essere conferita ad amministratori, ai sindaci o al revisore, se nominati.

Art. 26. Verbale dell'assemblea. Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario se nominato o dal notaio.

Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Il verbale deve riportare gli esiti degli accertamenti fatti dal presidente. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, deve essere trascritto, senza indugio, nel libro delle decisioni dei soci.

Art. 27. Quorum costitutivi e deliberativi. L'assemblea è regolarmente costituita e delibera validamente con le presenze e le maggioranze previste dall'art. 2479 bis c.c.

Restano comunque salve le altre disposizioni di legge o del presente statuto che, per particolari decisioni, richiedono diverse specifiche maggioranze.

Art. 28. Bilancio e utili. Gli esercizi sociali si chiudono il 31 dicembre di ogni anno.

Gli utili netti risultanti dal bilancio, dedotto almeno il 5% (cinque per cento) da destinare a riserva legale fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale, verranno ripartiti tra i soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta, salvo diversa decisione dei soci.

Il bilancio, redatto con l'osservanza delle norme di legge, è presentato ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale oppure, ove la società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato, o quando lo richiedono particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della società, entro centoottanta giorni dalla sopradetta chiusura; in questi casi gli amministratori segnalano nella relazione prevista dall'articolo 2428 c.c. le ragioni della dilazione.

Art. 29. Controllo dei soci. I soci che non partecipano all'amministrazione della società hanno diritto di ottenere annualmente dagli amministratori notizie sullo svolgimento degli affari sociali.

Essi potranno altresì, una volta all'anno, consultare anche tramite professionisti di loro fiducia purché iscritti nell'albo degli avvocati o dei ragionieri o dei dottori commercialisti, i libri sociali ed i documenti relativi all'amministrazione.

A tal fine dovranno indirizzare richieste scritte all'Organo amministrativo indicando ove si avvalgano di professionisti il nominativo dei professionisti per i quali si chiede l'accesso agli uffici della società: data e orario dell'accesso dovranno essere concordati con la società con un preavviso di almeno 15 (quindici) giorni.

Nell'ipotesi di richiesta di notizie da rendersi per iscritto l'Organo amministrativo è obbligato a formulare la risposta, sempre scritta, entro 60 (sessanta) giorni dal ricevimento della richiesta.

I soci non potranno divulgare le notizie e le informazioni ottenute nell'esercizio dei diritti di controllo, se non all'esclusivo fine della tutela dei loro diritti e di quelli della società in sede di ricorso alla magistratura civile e penale.

I soci si assumono la responsabilità anche dell'operato dei professionisti da loro incaricati che saranno tenuti all'obbligo di riservatezza.

Sarà facoltà dell'Organo amministrativo far partecipare alle predette ispezioni il sindaco unico o un membro del collegio sindacale ovvero un professionista di propria fiducia.

Art. 30. Scioglimento e liquidazione. La società si scioglie per le cause previste dalla legge.

In tutte le ipotesi di scioglimento, l'organo amministrativo deve effettuare gli adempimenti pubblicitari previsti dalla legge nel termine di trenta giorni dal loro verificarsi o nel diverso termine previsto dalla legge stessa.

L'assemblea, se del caso convocata dall'organo amministrativo, nominerà uno o più liquidatori determinando:

- il numero dei liquidatori;
- in caso di pluralità di liquidatori, le regole di funzionamento del collegio;
- a chi spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- gli eventuali limiti ai poteri dell'organo liquidativo.

Art. 31. Norme di rinvio. Per quanto non previsto dal presente statuto e dall'atto costitutivo si fa riferimento alle vigenti norme di legge.

Disposition transitoire

Le premier exercice social en Italie débutera le jour de l'inscription de la Société au Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Roma et se clôturera le 31 décembre 2014.

Douzième résolution

L'assemblée décide de nommer, en conformité avec la législation italienne, un gérant unique en la personne de Monsieur Giovanni SEMERARO, né à Ostuni (BR), Italie, le 2 janvier 1949, domicilié professionnellement auprès du siège social de la Société en Italie, code fiscal italien SMRGNN49A02G187W, pour une durée de trois ans jusqu'à la date d'approbation des comptes annuels de la Société concernant l'exercice 2016, sauf révocation ou démission.

L'assemblée décide en outre que les émoluments du gérant seront fixés sur base des dispositions contenues dans les statuts de la Société.

Treizième résolution

L'assemblée décide de conférer à Monsieur Alessandro CERINO, demeurant à Via Taurianova, 91/C - I- 00178 Rome (RM) et au notaire Maître Antonino PRIVITERA, demeurant à Via Emilio de' Cavalieri 7 - Rome, Italie, tous pouvoirs en vue d'accomplir, chacun individuellement, toutes les formalités nécessaires et d'accomplir tous les actes qui seront requis dans les circonstances par les autorités italiennes en vue de faire approuver, ratifier, mettre en concordance avec la législation italienne et enregistrer les résolutions susmentionnées ainsi que le présent acte et, en général, de signer tous documents et d'accomplir tous actes que les autorités compétentes pourront requérir en rapport avec l'approbation, la ratification, la mise en concordance avec la législation italienne et l'enregistrement des résolutions susmentionnées et du présent acte, y compris, tous pouvoirs de modifier les statuts de la Société en cas de besoin.

En outre, les mandataires susmentionnés sont autorisés, chacun de manière individuelle, à entreprendre toute procédure nécessaire, à exécuter et à fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Roma ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et généralement à toute administration qui pourrait être concernée, afin d'assurer, d'une part, la continuation de la Société en tant que société de droit italien et, d'autre part, la cessation de la Société en tant que société de droit luxembourgeois.

Quatorzième résolution

L'assemblée décide de conférer tous pouvoirs au porteur d'une expédition des présentes à l'effet de radier l'inscription de la Société auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la Société en Italie auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Roma. Tous documents relatifs à la Société

concernant la période pendant laquelle elle aura eu la nationalité luxembourgeoise et son siège au Grand-Duché de Luxembourg pourront, pendant une période de cinq ans, être obtenus auprès de TRUSTSER S.A., société anonyme, avec siège social au 3, rue des Bains, L-1212 Luxembourg.

Quinzième résolution

L'assemblée décide de nommer la société TRUSTSER S.A. avec siège social au 3, rue des Bains L-1212 Luxembourg, représentant fiscal à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) afin de recevoir toutes les notifications adressées à la Société par l'Administration des Contributions Directes du Grand-Duché du Luxembourg ou par toute autre autorité fiscale luxembourgeoise compétente.

Seizième résolution

L'assemblée décide de soumettre les résolutions numéro neuf et suivantes susmentionnées à la condition suspensive du transfert du siège de la Société et de son inscription en Italie auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Roma.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ EUR 2.600,-.

Le notaire soussigné qui comprend l'italien, constate qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue française suivi d'une traduction en italien. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte italien et le texte français, la version française prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, les comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Suit la traduction italienne du texte qui précède:

L'ANNO DUEMILA QUATTORDICI

IL 7 OTTOBRE.

Davanti alla sottoscritta, notaio Cosita DELVAUX, residente in Lussemburgo-Città, Granducato di Lussemburgo.

Si è riunita l'assemblea generale straordinaria degli azionisti della «société anonyme» SEMERARO INVESTISSEMENTS S.A., di seguito «la Società», con sede sociale in 3, rue des Bains, L-1212 Lussemburgo, iscritta presso il «Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg» al numero B 150.488, costituita in data 7 dicembre 2009, con la denominazione di Concept Realty & Development S.A., a rogito del notaio Maître Jacques DELVAUX, notaio allora residente in Lussemburgo-Città (Granducato del Lussemburgo), pubblicato al «Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations» numero 254 del 5 febbraio 2010, ed il cui statuto è stato modificato per l'ultima volta il 11 agosto 2011 a rogito dello stesso notaio Maître Jacques DELVAUX, notaio allora residente in Lussemburgo-Città (Granducato del Lussemburgo) pubblicato al «Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations», numero 2897 del 26 novembre 2011.

L'assemblea è presieduta dal Signor Paolo BARTOLUCCI, impiegato, residente professionalmente in Lussemburgo-Città (Granducato del Lussemburgo).

Il presidente nomina come segretario il Signor Luca CEDRATI, impiegato, residente professionalmente in Lussemburgo-Città (Granducato del Lussemburgo).

L'assemblea nomina come scrutatore il Signor Alessandro CUSUMANO, impiegato, residente professionalmente in Lussemburgo-Città (Granducato del Lussemburgo).

Il presidente richiede al notaio di constatare che:

I. L'azionista unico rappresentato alla presente assemblea ed il numero di azioni da lui possedute sono iscritti su una lista delle presenze. Questa lista delle presenze insieme alla procura rilasciata dall'azionista unico, una volta firmate dai comparanti e dal notaio sottoscritto, rimarranno allegate al presente per essere registrate insieme al presente atto.

II. Dalla predetta lista delle presenze, a chiusura avvenuta, appare che le 3.500 (tremilacinquecento) azioni del valore nominale di EUR 10.- (dieci euro) cadauna rappresentanti l'integralità del capitale sociale di EUR 35.000.- (trentacinquemila euro) sono tutte rappresentate alla presente assemblea generale straordinaria che di conseguenza è regolarmente costituita e può deliberare in merito a tutti i punti dell'ordine del giorno, di cui l'azionista unico dichiara di essere stato informato in via preventiva.

III. L'ordine del giorno dell'assemblea è il seguente:

1. Trasformazione della Società da «Société anonyme» in «società a responsabilità limitata» di diritto lussemburghese, senza modifica dell'oggetto sociale, e conferma del capitale sociale di EUR 35.000.- (trentacinquemila euro) che sarà rappresentato da 3.500.- (tremilacinquecento) quote sociali del valore nominale di EUR 10.- (dieci euro) cadauna, tutte detenute dal socio unico, il Signor Giovanni SEMERARO, di nazionalità italiana, nato a Ostuni (BR), il 2 gennaio 1949, residente in Via Rovato 19, I-25030, Erbusco, (BS), Italia, Codice Fiscale SMRGNN49A02G187W.

2. Modifica della denominazione sociale della Società che si denominerà SEMERARO INVESTISSEMENTS S.à r.l." e adozione dello statuto di una società a responsabilità limitata di diritto lussemburghese.

3. Dimissione dell'amministratore unico e del sindaco attualmente in funzione e manleva da rilasciare a loro favore in merito all'esecuzione del loro mandato sino alla data dell'assemblea che decide la trasformazione della Società in una società a responsabilità limitata.

4. Nomina di un nuovo amministratore unico della Società, determinazione dei suoi poteri e della durata del suo mandato.

5. Trasferimento della sede sociale statutaria, della sede di direzione effettiva e dell'amministrazione centrale della Società dal 3, rue des Bains, L-1212 Lussemburgo-Città (Granducato del Lussemburgo) ad I-00040 ARICCIA (Roma), Via XXV Aprile 5, e adozione da parte della società a responsabilità limitata della nazionalità italiana su riserva dell'iscrizione della Società presso il Registro delle Imprese di Roma.

6. Modifica della denominazione sociale della Società che si denominerà "SEMERARO HOLDING S.R.L."

7. Modifica della durata della società.

8. Modifica dell'oggetto sociale della Società per dargli il seguente tenore in lingua italiana:

« **Art. 2. Oggetto.** La Società ha per oggetto le seguenti attività:

A) la gestione di magazzini centralizzati, di centri commerciali, di ipermercati ed il commercio all'ingrosso ed al dettaglio di generi alimentari e diversi;

B) esercitare direttamente ed indirettamente attività commerciali anche di vendita diretta, somministrare alimenti, bevande, alcoolici e superalcolici, gestire pubblici esercizi (bar, ristoranti, caffetterie, paninoteche, fast-food, ecc.), lavanderia anche a secco, distributori di carburante, compreso lo svolgimento di servizi estetici e attività ricreativa di svago e spettacolo;

C) l'acquisto, lo studio, la realizzazione, la cessione, la registrazione, lo sfruttamento in proprio ovvero la concessione dell'utilizzazione e dello sfruttamento in qualsiasi forma di marchi, brevetti, modelli industriali e altri diritti di proprietà industriale e intellettuale, nessuno escluso; lo studio e la realizzazione di marchi per aziende e/o prodotti con la relativa ricerca di nomi e simboli grafici distintivi e le altre attività connesse, la realizzazione e la produzione di lavori fotografici, litografici e tipografici, stampati in genere con ogni tecnica;

La prestazione di servizi di consulenza in Italia ed all'estero in materia di brevetti d'invenzione, modelli industriali, marchi di impresa e ogni altro diritto di proprietà intellettuale, nonché tutte le pratiche relative, comprese quelle per il deposito ed il rilascio degli stessi, la loro gestione e la loro difesa.

D) l'espletamento di servizi, anche integrati, per conto e a favore proprio e per conto e a favore di terzi (persone giuridiche, enti pubblici e privati, anche no-profit, associazioni anche professionali e imprese in genere) e persone fisiche per la organizzazione, gestione tecnico-amministrativa finanziaria e contabile e imprenditoriale in genere con proprie strutture e/o con l'organizzazione e il coordinamento di attività di terzi, anche professionali. In essa compreso: attività di consulenza, sia in Italia che all'estero, comprese operazioni straordinarie societarie; di valutazione e organizzazione di imprese e enti patrimoniali; di ottimizzazione delle attività imprenditoriali e commerciali (auditing, analisi dati, reporting, tesoreria, pianificazione, budget, valutazione investimenti, analisi di bilanci, controlli contabili ecc.) in campo economico, patrimoniale, finanziario e commerciale, anche con applicazione di prodotti informatici e anche con organizzazione di temporary management.

L'effettuazione dell'"audit finanziario" attraverso l'applicazione di schemi, procedure e metodologie predefinite e standardizzate; la consulenza nel settore finanziario, strategico e tecnologico in genere, anche attraverso la ricerca, lo sviluppo, la progettazione e la commercializzazione di "software" connesso a tali settori nonché la realizzazione e la commercializzazione di prodotti informatici ("hardware" e "software") in Italia ed all'estero. Consulenza in materia di assistenza sistemistica e telecomunicazione.

La creazione e la gestione di servizi di tipo provider internet, nonché creazione e gestione di servizi di commercio elettronico tramite internet.

Servizio di organizzazione, gestione e elaborazione di banche dati di dati e informazioni, di dati statistici, di monitoraggio dati, con qualsiasi supporto anche informatico.

Attività di certificazione ambientale, valutazione di sicurezza e di igiene del lavoro, studi, ricerche, assistenza nel settore territorio e ambiente e di impatto ambientale.

Attività di ideazione coordinamento e realizzazione di prodotti editoriali e materiali audiovisivi (fatta eccezione per giornali e quotidiani in genere); promozione realizzazione e gestione di sponsorizzazioni, campagne pubblicitarie, ricerche di mercato, consulenza pubblicitaria, organizzazione di eventi, fiere, meeting, convegni ecc.

Attività di ricerca e formazione e amministrazione di personale.

La società potrà effettuare operazioni di trasformazione e di confezionamento di prodotti alimentari e diversi compresa la panificazione e produzione di pasticceria e pasta alimentare.

La società potrà anche per il perseguimento dell'oggetto sociale:

- effettuare operazioni di franchising (instaurazione di rapporti di collaborazione, in varie forme, con altre imprese), di auditing (investigazioni e controlli aziendali), di Know-How (trasmissione di conoscenze tecniche, commerciali e di ogni

altro genere e tipo), di joint venture (instaurazione di una serie di rapporti e impegni congiuntamente con altre imprese, al fine di giungere alla realizzazione di una o più operazioni);

- attuare attività di sviluppo, studio ed organizzazione del marketing, indagini di prospettive economiche in campo locale, nazionale ed internazionale, indagini di sviluppo tecnologico nei suoi vari aspetti, studi di fattibilità, effettuare il trasporto per conto terzi.

La società può assumere partecipazioni e cointeressenze in altre società, imprese, enti, consorzi, anche costituendi, aventi scopo analogo, affine o complementare al proprio; nonché assumere il coordinamento tecnico-finanziario ed amministrativo delle società, enti, imprese, consorzi e associazioni nelle quali partecipa od è interessata, ivi inclusa l'assunzione di rapporti di servizio in qualunque settore aziendale delle società, enti, imprese, consorzi e associazioni nei quali partecipa od è interessata, il tutto purché non implichi l'esercizio nei confronti del pubblico dell'attività di intermediazione mobiliare o finanziaria. Il tutto, comunque, con carattere di non prevalenza rispetto all'oggetto sociale e sempre che risulti strumentale per il suo conseguimento.

La società può compiere inoltre, nel rispetto dei divieti, limiti, condizioni ed autorizzazioni previsti dalla legge, tutte le operazioni commerciali, industriali, mobiliari, immobiliari e finanziarie di qualsiasi specie aventi pertinenza, diretta od indiretta, con l'oggetto sociale che saranno ritenute dall'Organo Amministrativo necessarie od opportune per il conseguimento dello stesso nonché la conclusione di contratti di finanziamento in forma passiva, il tutto nei limiti delle vigenti norme di legge. Le operazioni finanziarie, compresa l'assunzione di partecipazioni, non dovranno comunque essere svolte nei confronti del pubblico.

La società potrà altresì rilasciare, sempre in via secondaria e non nei confronti del pubblico, garanzie di qualunque natura, personali o reali, anche a favore di terzi e/o per obbligazioni assunte da terzi e/o nell'interesse di terzi.

Sono tassativamente preclusi, oltre ad ogni attività vietata dalla presente e futura legislazione:

- la locazione finanziaria ed il factoring;
- l'esercizio professionale nei confronti del pubblico dei servizi di investimento riservato alle imprese di investimento ed alle banche ai sensi del decreto legislativo 24 febbraio 1998 n. 58 - testo unico delle disposizioni in materia di intermediazione finanziaria - e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni;
- l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di cui all'art. 106, comma 1, del decreto legislativo 1 settembre 1993 n. 385 e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni;
- le attività di mediazione di cui alla Legge 3 febbraio 1989 n. 39 e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni;
- le attività professionali protette di cui alla legge 23 novembre 1939 n. 1815 e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni e comunque tutte le attività che per legge sono riservate a soggetti muniti di particolari requisiti non posseduti dalla società.»

9. Approvazione di una situazione contabile intermedia.

10. Dimissione dell'amministratore unico e manleva da rilasciare a suo favore per l'esecuzione del suo mandato sino alla data dell'assemblea che ha deciso il trasferimento della sede della Società in Italia.

11. Riformulazione completa dello statuto sociale che comprende, tra l'altro, una modifica della durata della Società, una riformulazione dell'oggetto sociale nonché di una nuova designazione del valore nominale delle quote sociali ai sensi della legge italiana, il tutto al fine adeguare lo statuto della Società alla legge italiana. Inoltre, il primo esercizio sociale che inizierà in Italia si chiuderà il 31 dicembre 2014.

12. Nomina di un Amministratore Unico, nella persona del Signor Giovanni Semeraro, nato a Ostuni (BR), Italia, il 02 gennaio 1949, domiciliato per la carica presso la sede della Società in Italia, codice fiscale SMRGNN49A02G187W e determinazione dei suoi poteri e della durata del suo mandato.

13. Delega di poteri.

14. Radiazione della Società presso il «Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg» non appena la Società sarà iscritta presso il Registro delle Imprese di Roma.

15. Nomina di un rappresentante fiscale nel Granducato del Lussemburgo.

16. Decisione di assoggettare le delibere inerenti ai punti dieci e seguenti summenzionati alla condizione sospensiva del trasferimento della sede della Società e della sua iscrizione in Italia presso il Registro delle Imprese di Roma.

Tutto quanto esposto e riconosciuto esatto dall'assemblea, l'assemblea assume all'unanimità le seguenti delibere:

Prima delibera

L'assemblea decide di modificare la forma della società SEMERARO INVESTISSEMENTS S.A. la quale da «société anonyme» diventa una «società a responsabilità limitata» di diritto lussemburghese, senza modifica del suo oggetto sociale.

L'assemblea prende atto che ad oggi non esiste nessun prestito obbligazionario emesso dalla Società e che di conseguenza nessun consenso da parte degli obbligazionari è richiesto in relazione alle modifiche previste.

La trasformazione viene effettuata sulla base della situazione contabile della Società al 30 giugno 2014. L'assemblea decide di scambiare le 3.500 (tremilacinquecento) azioni esistenti contro 3.500 (tremilacinquecento) quote sociali del valore nominale di EUR 10.- (dieci euro) cadauna, interamente sottoscritte e versate e tutte possedute dal socio unico, il Signor Giovanni SEMERARO, di nazionalità italiana, nato a Ostuni (BR), il 2 gennaio 1949, residente in Via Rovato 19,

I-25030, Erbusco, (BS), Italia, Codice Fiscale SMRGNN49A02G187W e di confermare il capitale sociale di EUR 35.000.- (trenta cinquemilaeuro).

Seconda delibera

L'assemblea decide di modificare la denominazione sociale della Società in "SEMERARO INVESTISSEMENTS S.à r.l." e di adottare lo statuto di una società a responsabilità limitata di diritto lussemburghese come segue:

" **Art. 1^{er}** . Esiste una società a responsabilità limitata con la denominazione di SEMERARO INVESTISSEMENTS S.à r.l. retta dal presente statuto e dalle disposizioni di legge.

Art. 2. La sede sociale della società è stabilita in Lussemburgo-Città (Granducato del Lussemburgo). La sede può essere trasferita in qualsiasi altra località del Granducato del Lussemburgo in virtù di una decisione dei soci.

Art. 3. La società è costituita per una durata illimitata.

Art. 4. La società ha per oggetto tutte le operazioni che si riferiscono direttamente o indirettamente all'assunzione di partecipazioni in qualsiasi forma, in ogni impresa lussemburghese o estera, nonché l'amministrazione, la gestione, il controllo e lo sviluppo di queste partecipazioni.

In particolare essa potrà impiegare i suoi fondi nella creazione, nella gestione, nello sviluppo, nella valorizzazione e nella liquidazione di un portafoglio composto da qualsiasi titolo di ogni origine, partecipare alla creazione, allo sviluppo ed al controllo di qualsiasi impresa, acquistare mediante apporto, sottoscrizione, assunzione o mediante opzione di acquisto e in qualsiasi altro modo, qualsiasi titolo e brevetto, realizzarli mediante vendita, cessione, scambio o diversamente nonché valorizzare questi titoli e brevetti.

Essa potrà indebitarsi in qualsiasi forma e potrà, nei limiti fissati dalla legge del 10 agosto 1915, concedere a ogni società del gruppo ovvero a ogni socio, ogni forma di assistenza, prestito, anticipi o garanzie.

Essa potrà altresì compiere tutte le operazioni che si riferiscono direttamente o indirettamente all'acquisto, alla gestione, alla vendita, in qualsiasi forma, di ogni bene immobiliare situato in Lussemburgo oppure all'estero.

In generale, la Società potrà prendere tutte le misure di controllo e di sorveglianza per la salvaguardia dei propri diritti e potrà, alle condizioni e nei termini previsti dalla legge, realizzare qualsiasi operazione finanziaria, mobiliare, immobiliare, commerciale e industriale che riterrà utile alla realizzazione ed allo sviluppo del suo oggetto sociale.

Art. 5. Il capitale sociale è fissato in EUR 35.000.- (trentacinquemila euro) rappresentato da 3.500.- (tremilacinquecento) quote sociali del valore nominale di EUR 10.- (dieci euro) cadauna.

Art. 6. Il capitale sociale potrà, in ogni momento, essere aumentato o ridotto nelle condizioni previste all'articolo 199 della legge lussemburghese sulle società commerciali.

Art. 7. Ogni quota sociale da diritto ad una frazione proporzionale dell'attivo sociale e degli utili.

Art. 8. Le quote sociali sono liberamente cedibili tra soci. Esse possono essere cedute a dei non-soci soltanto nei termini previsti dalla legge lussemburghese sulle società commerciali.

Art. 9. Il decesso, l'interdizione, il fallimento o l'insolvenza di uno dei soci non mette fine alla società.

Art. 10. Gli eredi, creditori o altri aventi diritto non potranno, per qualsiasi motivo, fare apporre dei sigilli sui beni e documenti della società.

Art. 11. La società è amministrata da uno o più amministratori; soci o non, nominati dall'assemblea dei soci.

L'amministratore o gli amministratori dispongono nei confronti dei terzi dei più ampi poteri per agire in ogni circostanza, ognuno con firma individuale, a nome della società.

Art. 12. L'amministratore o gli amministratori, non contraggono nessun obbligo personale per effetto delle loro funzioni. Essendo dei semplici mandatari essi sono responsabili soltanto dell'esecuzione del loro mandato.

Art. 13. Ogni socio può partecipare alle decisioni collettive. Ogni socio possiede un numero di voti uguale al numero di quote sociali possedute e può farsi rappresentare validamente alle assemblee da un procuratore speciale.

Art. 14. Le decisioni collettive sono valide soltanto se sono assunte conformemente alle disposizioni previste dalla legge lussemburghese sulle società commerciali.

Art. 15. L'esercizio sociale inizia il 1 gennaio e termina il 31 dicembre di ogni anno.

Art. 16. Ogni anno, il 31 dicembre, il consiglio di amministrazione redige i conti annuali.

Art. 17. Qualunque socio può prendere conoscenza presso la sede sociale dei conti annuali.

Art. 18. Sull'utile netto dell'esercizio, viene prelevato un importo pari ad almeno il 5% per la formazione del fondo di riserva legale. Questo prelievo cessa di essere obbligatorio qualora la riserva legale abbia raggiunto il limite del 10% del capitale sociale.

Il saldo è a disposizione dei soci.

Art. 19. La società può essere sciolta con decisione dell'assemblea generale che delibera secondo le modalità previste dallo statuto sociale.

Al momento dello scioglimento della società, la liquidazione si effettuerà a cura di uno o più liquidatori, soci o non, nominati dall'assemblea generale che determina i loro poteri e la loro remunerazione.

Art. 20. Qualora e finché un socio sarà proprietario di tutte le quote sociali, la società è una società unipersonale ai sensi dell'articolo 179 (2) della legge lussemburghese sulle società commerciali; in questo caso, sono applicabili, tra l'altro, gli articoli 200-1 e 200-2 della stessa legge.

Art. 21. Per tutto quanto non previsto nel presente statuto, i soci si riferiscono alle disposizioni di legge in vigore."

Terza delibera

L'assemblea prende atto delle dimissioni dell'amministratore unico e del sindaco attualmente in funzione e decide di accettarle. L'assemblea decide di consentire agli stessi manleva piena ed intera, senza eccezione alcuna, in relazione al mandato da loro esercitato sino alla data odierna.

Quarta delibera

L'assemblea decide di nominare in qualità di amministratore unico della Società, con i poteri definiti all'articolo 11 del nuovo statuto sociale e per una durata indeterminata, la Signora Vania BARAVINI, dirigente, di nazionalità lussemburghese, nata in Esch/Alzette (Granducato del Lussemburgo) il 21 maggio 1964 et residente in rue Clair-Chêne, 89, L-4062 Esch/Alzette (Granducato del Lussemburgo).

Quinta delibera

L'assemblea decide di trasferire la sede sociale statutaria, la sede di direzione effettiva e l'amministrazione centrale della Società dal 3, rue des Bains, L-1212 Luxembourg ad I-00040 ARICCIA (Roma), Via XXV Aprile 5 e di fargli adottare la nazionalità italiana, lo statuto e la forma di una società a responsabilità limitata di diritto italiano, il tutto su riserva dell'iscrizione della Società presso il Registro delle Imprese di Roma.

L'assemblea prende atto che ad oggi non esiste nessun prestito obbligazionario emesso dalla Società e che di conseguenza nessun accordo da parte degli obbligazionisti è richiesto in relazione alle modifiche previste.

L'assemblea prende inoltre atto che la Società non ha emesso nessuna quota sociale senza diritto di voto e che la decisione di modifica della nazionalità della Società è assunta dall'azionista unico esistente.

L'assemblea prende altresì atto:

- che tutte le imposte previste dalla legge lussemburghese sono state pagate alle autorità competenti rispettivamente che la Società ha contabilizzato nei suoi libri degli accantonamenti per imposte adeguati;
- che la Società ha rispettato tutte le disposizioni fiscali previste dalla legge lussemburghese;
- che sia sul piano fiscale lussemburghese che su quello italiano, il trasferimento della sede sociale della Società in Italia avrà effetto con decorrenza dalla data dell'iscrizione della Società presso il Registro delle Imprese di Roma.
- che sul piano fiscale, la Società redigerà e consegnerà alle autorità fiscali lussemburghesi competenti le dichiarazioni fiscali relative al periodo d'imposta decorrente dal 1 gennaio 2014 sino alla data dell'iscrizione della Società presso il Registro delle Imprese di Roma mentre per quanto riguarda le dichiarazioni fiscali relative al periodo d'imposta decorrente dalla data di efficacia del trasferimento sotto il profilo fiscale italiano sino al 31 dicembre 2014 o comunque per ogni altro periodo applicabile secondo la normativa italiana, quest'ultime saranno redatte e presentate alle autorità fiscali italiane competenti dagli organi sociali in carica alla data di presentazione;
- che il primo esercizio sociale in Italia inizierà il giorno dell'iscrizione della Società presso il Registro delle Imprese di Roma e si chiuderà il 31 dicembre 2014.
- che il trasferimento della sede della Società in Italia e la modifica della nazionalità della Società non avrà in nessun caso per effetto, sia sul piano fiscale che sul piano legale, la costituzione di una nuova società e l'assemblea prende atto che questa delibera è assunta in conformità con l'articolo 199 della legge del 10 agosto 1915 sulle società commerciali nonché con la Direttiva di Consiglio dell'Unione Europea del 17 luglio 1969 n. 335 e delle disposizioni di cui all'articolo 4 del DPR del 26 aprile 1986, numero 131 e tutte le disposizioni relative.

Sesta delibera

L'assemblea decide di modificare la denominazione sociale della società italiana in "SEMERARO HOLDING S.R.L."

Settima delibera

L'assemblea decide di modificare la durata della Società italiana fissandola al 31 dicembre 2050.

Ottava delibera

L'assemblea decide di modificare l'oggetto sociale della Società per dargli, in lingua italiana, il seguente tenore:

« **Art. 2. Oggetto.** La Società ha per oggetto le seguenti attività:

A) la gestione di magazzini centralizzati, di centri commerciali, di ipermercati ed il commercio all'ingrosso ed al dettaglio di generi alimentari e diversi;

B) esercitare direttamente ed indirettamente attività commerciali anche di vendita diretta, somministrare alimenti, bevande, alcoolici e superalcoolici, gestire pubblici esercizi (bar, ristoranti, caffetterie, paninoteche, fast-food, ecc.), lavanderie anche a secco, distributori di carburante, compreso lo svolgimento di servizi estetici e attività ricreativa di svago e spettacolo;

C) l'acquisto, lo studio, la realizzazione, la cessione, la registrazione, lo sfruttamento in proprio ovvero la concessione dell'utilizzazione e dello sfruttamento in qualsiasi forma di marchi, brevetti, modelli industriali e altri diritti di proprietà industriale e intellettuale, nessuno escluso; lo studio e la realizzazione di marchi per aziende e/o prodotti con la relativa ricerca di nomi e simboli grafici distintivi e le altre attività connesse, la realizzazione e la produzione di lavori fotografici, litografici e tipografici, stampati in genere con ogni tecnica;

La prestazione di servizi di consulenza in Italia ed all'estero in materia di brevetti d'invenzione, modelli industriali, marchi di impresa e ogni altro diritto di proprietà intellettuale, nonché tutte le pratiche relative, comprese quelle per il deposito ed il rilascio degli stessi, la loro gestione e la loro difesa.

D) l'espletamento di servizi, anche integrati, per conto e a favore proprio e per conto e a favore di terzi (persone giuridiche, enti pubblici e privati, anche no-profit, associazioni anche professionali e imprese in genere) e persone fisiche per la organizzazione, gestione tecnico-amministrativa finanziaria e contabile e imprenditoriale in genere con proprie strutture e/o con l'organizzazione e il coordinamento di attività di terzi, anche professionali. In essa compreso: attività di consulenza, sia in Italia che all'estero, comprese operazioni straordinarie societarie; di valutazione e organizzazione di imprese e enti patrimoniali; di ottimizzazione delle attività imprenditoriali e commerciali (auditing, analisi dati, reporting, tesoreria, pianificazione, budget, valutazione investimenti, analisi di bilanci, controlli contabili ecc.) in campo economico, patrimoniale, finanziario e commerciale, anche con applicazione di prodotti informatici e anche con organizzazione di temporary management.

L'effettuazione dell'"audit finanziario" attraverso l'applicazione di schemi, procedure e metodologie predefinite e standardizzate; la consulenza nel settore finanziario, strategico e tecnologico in genere, anche attraverso la ricerca, lo sviluppo, la progettazione e la commercializzazione di "software" connesso a tali settori nonché la realizzazione e la commercializzazione di prodotti informatici ("hardware" e "software") in Italia ed all'estero. Consulenza in materia di assistenza sistemistica e telecomunicazione.

La creazione e la gestione di servizi di tipo provider internet, nonché creazione e gestione di servizi di commercio elettronico tramite internet.

Servizio di organizzazione, gestione e elaborazione di banche dati di dati e informazioni, di dati statistici, di monitoraggio dati, con qualsiasi supporto anche informatico.

Attività di certificazione ambientale, valutazione di sicurezza e di igiene del lavoro, studi, ricerche, assistenza nel settore territorio e ambiente e di impatto ambientale.

Attività di ideazione coordinamento e realizzazione di prodotti editoriali e materiali audiovisivi (fatta eccezione per giornali e quotidiani in genere); promozione realizzazione e gestione di sponsorizzazioni, campagne pubblicitarie, ricerche di mercato, consulenza pubblicitaria, organizzazione di eventi, fiere, meeting, convegni ecc.

Attività di ricerca e formazione e amministrazione di personale.

La società potrà effettuare operazioni di trasformazione e di confezionamento di prodotti alimentari e diversi compresa la panificazione e produzione di pasticceria e pasta alimentare.

La società potrà anche per il perseguimento dell'oggetto sociale:

- effettuare operazioni di franchising (instaurazione di rapporti di collaborazione, in varie forme, con altre imprese), di auditing (investigazioni e controlli aziendali), di Know-How (trasmissione di conoscenze tecniche, commerciali e di ogni altro genere e tipo), di joint venture (instaurazione di una serie di rapporti e impegni congiuntamente con altre imprese, al fine di giungere alla realizzazione di una o più operazioni);

- attuare attività di sviluppo, studio ed organizzazione del marketing, indagini di prospettive economiche in campo locale, nazionale ed internazionale, indagini di sviluppo tecnologico nei suoi vari aspetti, studi di fattibilità, effettuare il trasporto per conto terzi.

La società può assumere partecipazioni e cointeressenze in altre società, imprese, enti, consorzi, anche costituenti, aventi scopo analogo, affine o complementare al proprio; nonché assumere il coordinamento tecnico-finanziario ed amministrativo delle società, enti, imprese, consorzi e associazioni nelle quali partecipa od è interessata, ivi inclusa l'assunzione di rapporti di servizio in qualunque settore aziendale delle società, enti, imprese, consorzi e associazioni nei quali partecipa od è interessata, il tutto purché non implichi l'esercizio nei confronti del pubblico dell'attività di intermediazione mobiliare o finanziaria. Il tutto, comunque, con carattere di non prevalenza rispetto all'oggetto sociale e sempre che risulti strumentale per il suo conseguimento.

La società può compiere inoltre, nel rispetto dei divieti, limiti, condizioni ed autorizzazioni previsti dalla legge, tutte le operazioni commerciali, industriali, mobiliari, immobiliari e finanziarie di qualsiasi specie aventi pertinenza, diretta od indiretta, con l'oggetto sociale che saranno ritenute dall'Organo Amministrativo necessarie od opportune per il conse-

guimento dello stesso nonché la conclusione di contratti di finanziamento in forma passiva, il tutto nei limiti delle vigenti norme di legge. Le operazioni finanziarie, compresa l'assunzione di partecipazioni, non dovranno comunque essere svolte nei confronti del pubblico.

La società potrà altresì rilasciare, sempre in via secondaria e non nei confronti del pubblico, garanzie di qualunque natura, personali o reali, anche a favore di terzi e/o per obbligazioni assunte da terzi e/o nell'interesse di terzi.

Sono tassativamente preclusi, oltre ad ogni attività vietata dalla presente e futura legislazione:

- la locazione finanziaria ed il factoring;
- l'esercizio professionale nei confronti del pubblico dei servizi di investimento riservato alle imprese di investimento ed alle banche ai sensi del decreto legislativo 24 febbraio 1998 n. 58 - testo unico delle disposizioni in materia di intermediazione finanziaria - e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni;
- l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di cui all'art. 106, comma 1, del decreto legislativo 1 settembre 1993 n. 385 e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni;
- le attività di mediazione di cui alla Legge 3 febbraio 1989 n. 39 e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni;
- le attività professionali protette di cui alla legge 23 novembre 1939 n. 1815 e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni

e comunque tutte le attività che per legge sono riservate a soggetti muniti di particolari requisiti non posseduti dalla società.»

Nona delibera

L'assemblea decide di approvare la situazione contabile intermedia della Società chiusa al 30 giugno 2014, così come è stata redatta dall'amministratore unico della Società prima della trasformazione della Società in società a responsabilità limitata e prima della decisione di trasferire la sede della Società in Italia.

Decima delibera

L'assemblea decide di accettare le dimissioni dell'amministratore attualmente in funzione e di concedergli manleva piena ed intera, senza eccezione alcuna, per l'esecuzione del suo mandato sino alla data dell'assemblea che ha deliberato il trasferimento in Italia della sede della Società.

Undicesima delibera

L'assemblea decide di procedere con una riformulazione completa dello statuto al fine di adattarlo alla legge italiana, questa riformulazione comprendendo, tra l'altro, una modifica della durata della Società al fine di fissare il termine al 31 dicembre 2050, una riformulazione dell'oggetto sociale nonché una nuova designazione del valore nominale delle quote sociali al fine di fissarle ai sensi della legge italiana, il tutto nei termini ripresi nello statuto sociale qui di seguito riprodotto.

Resta inteso che le formalità previste dalla legge italiana ai fini dell'adozione di questo nuovo statuto in conformità con legge italiana dovranno essere compiute.

Il testo del nuovo statuto sociale avrà il seguente tenore:

"STATUTO

Art. 1. Denominazione. La società è denominata:

"SEMERARO HOLDING S.r.l."

Art. 2. Oggetto. La Società ha per oggetto le seguenti attività:

A) la gestione di magazzini centralizzati, di centri commerciali, di ipermercati ed il commercio all'ingrosso ed al dettaglio di generi alimentari e diversi;

B) esercitare direttamente ed indirettamente attività commerciali anche di vendita diretta, somministrare alimenti, bevande, alcoolici e superalcoolici, gestire pubblici esercizi (bar, ristoranti, caffetterie, paninoteche, fast-food, ecc.), lavanderie anche a secco, distributori di carburante, compreso lo svolgimento di servizi estetici e attività ricreativa di svago e spettacolo;

C) l'acquisto, lo studio, la realizzazione, la cessione, la registrazione, lo sfruttamento in proprio ovvero la concessione dell'utilizzazione e dello sfruttamento in qualsiasi forma di marchi, brevetti, modelli industriali e altri diritti di proprietà industriale e intellettuale, nessuno escluso; lo studio e la realizzazione di marchi per aziende e/o prodotti con la relativa ricerca di nomi e simboli grafici distintivi e le altre attività connesse, la realizzazione e la produzione di lavori fotografici, litografici e tipografici, stampati in genere con ogni tecnica;

La prestazione di servizi di consulenza in Italia ed all'estero in materia di brevetti d'invenzione, modelli industriali, marchi di impresa e ogni altro diritto di proprietà intellettuale, nonché tutte le pratiche relative, comprese quelle per il deposito ed il rilascio degli stessi, la loro gestione e la loro difesa.

D) l'espletamento di servizi, anche integrati, per conto e a favore proprio e per conto e a favore di terzi (persone giuridiche, enti pubblici e privati, anche no-profit, associazioni anche professionali e imprese in genere) e persone fisiche per la organizzazione, gestione tecnico-amministrativa finanziaria e contabile e imprenditoriale in genere con proprie strutture e/o con l'organizzazione e il coordinamento di attività di terzi, anche professionali. In essa compreso: attività di

consulenza, sia in Italia che all'estero, comprese operazioni straordinarie societarie; di valutazione e organizzazione di imprese e enti patrimoniali; di ottimizzazione delle attività imprenditoriali e commerciali (auditing, analisi dati, reporting, tesoreria, pianificazione, budget, valutazione investimenti, analisi di bilanci, controlli contabili ecc.) in campo economico, patrimoniale, finanziario e commerciale, anche con applicazione di prodotti informatici e anche con organizzazione di temporary management.

L'effettuazione dell'"audit finanziario" attraverso l'applicazione di schemi, procedure e metodologie predefinite e standardizzate; la consulenza nel settore finanziario, strategico e tecnologico in genere, anche attraverso la ricerca, lo sviluppo, la progettazione e la commercializzazione di "software" connesso a tali settori nonché la realizzazione e la commercializzazione di prodotti informatici ("hardware" e "software") in Italia ed all'estero. Consulenza in materia di assistenza sistemistica e telecomunicazione.

La creazione e la gestione di servizi di tipo provider internet, nonché creazione e gestione di servizi di commercio elettronico tramite internet.

Servizio di organizzazione, gestione e elaborazione di banche dati di dati e informazioni, di dati statistici, di monitoraggio dati, con qualsiasi supporto anche informatico.

Attività di certificazione ambientale, valutazione di sicurezza e di igiene del lavoro, studi, ricerche, assistenza nel settore territorio e ambiente e di impatto ambientale.

Attività di ideazione coordinamento e realizzazione di prodotti editoriali e materiali audiovisivi (fatta eccezione per giornali e quotidiani in genere); promozione realizzazione e gestione di sponsorizzazioni, campagne pubblicitarie, ricerche di mercato, consulenza pubblicitaria, organizzazione di eventi, fiere, meeting, convegni ecc.

Attività di ricerca e formazione e amministrazione di personale.

La società potrà effettuare operazioni di trasformazione e di confezionamento di prodotti alimentari e diversi compresa la panificazione e produzione di pasticceria e pasta alimentare.

La società potrà anche per il perseguimento dell'oggetto sociale:

- effettuare operazioni di franchising (instaurazione di rapporti di collaborazione, in varie forme, con altre imprese), di auditing (investigazioni e controlli aziendali), di Know-How (trasmissione di conoscenze tecniche, commerciali e di ogni altro genere e tipo), di joint venture (instaurazione di una serie di rapporti e impegni congiuntamente con altre imprese, al fine di giungere alla realizzazione di una o più operazioni);

- attuare attività di sviluppo, studio ed organizzazione del marketing, indagini di prospettive economiche in campo locale, nazionale ed internazionale, indagini di sviluppo tecnologico nei suoi vari aspetti, studi di fattibilità, effettuare il trasporto per conto terzi.

La società può assumere partecipazioni e cointeressenze in altre società, imprese, enti, consorzi, anche costituendi, aventi scopo analogo, affine o complementare al proprio; nonché assumere il coordinamento tecnico-finanziario ed amministrativo delle società, enti, imprese, consorzi e associazioni nelle quali partecipa od è interessata, ivi inclusa l'assunzione di rapporti di servizio in qualunque settore aziendale delle società, enti, imprese, consorzi e associazioni nei quali partecipa od è interessata, il tutto purché non implichi l'esercizio nei confronti del pubblico dell'attività di intermediazione mobiliare o finanziaria. Il tutto, comunque, con carattere di non prevalenza rispetto all'oggetto sociale e sempre che risulti strumentale per il suo conseguimento.

La società può compiere inoltre, nel rispetto dei divieti, limiti, condizioni ed autorizzazioni previsti dalla legge, tutte le operazioni commerciali, industriali, mobiliari, immobiliari e finanziarie di qualsiasi specie aventi pertinenza, diretta od indiretta, con l'oggetto sociale che saranno ritenute dall'Organo Amministrativo necessarie od opportune per il conseguimento dello stesso nonché la conclusione di contratti di finanziamento in forma passiva, il tutto nei limiti delle vigenti norme di legge. Le operazioni finanziarie, compresa l'assunzione di partecipazioni, non dovranno comunque essere svolte nei confronti del pubblico.

La società potrà altresì rilasciare, sempre in via secondaria e non nei confronti del pubblico, garanzie di qualunque natura, personali o reali, anche a favore di terzi e/o per obbligazioni assunte da terzi e/o nell'interesse di terzi.

Sono tassativamente preclusi, oltre ad ogni attività vietata dalla presente e futura legislazione:

- la locazione finanziaria ed il factoring;

- l'esercizio professionale nei confronti del pubblico dei servizi di investimento riservato alle imprese di investimento ed alle banche ai sensi del decreto legislativo 24 febbraio 1998 n. 58 - testo unico delle disposizioni in materia di intermediazione finanziaria - e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni;

- l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di cui all'art. 106, comma 1, del decreto legislativo 1 settembre 1993 n. 385 e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni;

- le attività di mediazione di cui alla Legge 3 febbraio 1989 n. 39 e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni;

- le attività professionali protette di cui alla legge 23 novembre 1939 n. 1815 e successive modifiche, integrazioni e sostituzioni e comunque tutte le attività che per legge sono riservate a soggetti muniti di particolari requisiti non posseduti dalla società.

Art. 3. Sede. La società ha sede legale in Ariccia (RM).

Art. 4. Durata. La durata della società è stabilita sino al 31 dicembre 2050. La durata potrà essere prorogata per decisione dell'assemblea dei soci. La proroga del termine non attribuisce diritto di recesso ai soci che non hanno concorso alla relativa deliberazione.

La società può essere sciolta anticipatamente con deliberazione dell'assemblea dei soci a termini di legge.

Art. 5. Capitale. Il capitale sociale è fissato in euro 35.000,00 (trentacinquemila virgola zero zero), diviso in quote ai sensi di legge.

Salvo il caso di cui all'articolo 2482-ter del codice civile, l'aumento del capitale può essere attuato anche mediante offerta di partecipazioni di nuova emissione a terzi; in tal caso, spetta ai soci che non hanno concorso alla decisione il diritto di recesso a norma dell'art. 2473 del codice civile.

La società può aumentare il capitale sociale anche mediante conferimenti diversi dal denaro.

La società può acquisire dai soci, previo consenso individuale degli stessi, finanziamenti in conto capitale o a fondo perduto senza obbligo di rimborso ovvero stipulare con i soci, sulla base di trattative personalizzate, finanziamenti con obbligo di rimborso, che si presumono infruttiferi, salva diversa determinazione risultante da atto scritto.

Il tutto nei limiti e con le modalità previsti dalla vigente normativa.

Nel caso di riduzione per perdite che incidono sul capitale sociale per oltre un terzo, può essere omesso il deposito presso la sede sociale della documentazione prevista dall'articolo 2482-bis, comma secondo c.c., in previsione dell'assemblea ivi indicata.

E' attribuita alla competenza dei soci l'emissione dei titoli di debito di cui all'articolo 2483 codice civile.

Il possesso delle quote implica adesione allo statuto vigente.

I cointestatori di una quota dovranno nominare un rappresentante comune, il cui nominativo dovrà essere comunicato all'Organo Amministrativo e che eserciterà i diritti inerenti alla quota: a lui saranno fatte le notificazioni e le comunicazioni della società.

Art. 6. Versamenti. I versamenti sulle quote sono richiesti dall'Organo Amministrativo nei termini e nei modi che reputa convenienti.

A carico dei soci in ritardo nei versamenti decorre l'interesse in ragione annua pari al tasso ufficiale di riferimento in vigore pro-tempore, maggiorato di due punti percentuali, nei limiti comunque disposti dalla Legge.

Art. 7. Diritti dei soci e loro domicilio. I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

Il domicilio dei soci, nei rapporti con la società, è quello che risulta iscritto presso il Registro Imprese; l'indirizzo di posta elettronica, il fax e i numeri telefonici dei soci, per i loro rapporti con la società, sono, qualora non risultanti dal Registro Imprese, quelli che risultano dai libri e/o negli atti sociali ed espressamente comunicati da detti soggetti alla società.

Art. 8. Trasferimento delle partecipazioni per atto tra vivi. Per "partecipazione" (o "partecipazioni") si intende la partecipazione di capitale spettante a ciascun socio ovvero parte di essa in caso di trasferimento parziale e/o anche i diritti di sottoscrizione alla stessa pertinenti.

Per "trasferimento" si intende il trasferimento per atto tra vivi.

Nella dizione "trasferimento per atto tra vivi" s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione di qualsiasi genere e a qualsiasi titolo. In tutti i casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, i soci acquisteranno la partecipazione versando all'offerente la somma da questi indicata come "valore in denaro".

L'intestazione a società fiduciaria o la reintestazione da parte della stessa agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto disposto dal presente articolo, fatto salvo il caso della modifica del soggetto intestatario del rapporto fiduciario..

Le partecipazioni sono divisibili e trasferibili liberamente solo a favore:

- a. del coniuge di un socio;
- b. di parenti in linea retta di un socio, in qualunque grado;
- c. di società controllanti, controllate, collegate o comunque appartenenti al medesimo gruppo di società socia.

In qualsiasi altro caso di trasferimento delle partecipazioni, anche se a favore di soci della società, ai soci regolarmente iscritti presso il Registro Imprese spetta il diritto di prelazione per l'acquisto.

Il socio che intende trasferire la propria partecipazione dovrà comunicare la propria offerta a mezzo lettera raccomandata AR all'organo amministrativo: l'offerta deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo o il valore in denaro e le modalità di pagamento. L'organo amministrativo, entro 15 (quindici) giorni dal ricevimento della raccomandata, comunicherà l'offerta agli altri soci, che dovranno esercitare il diritto di prelazione con le seguenti modalità:

a) ogni socio interessato all'acquisto deve far pervenire all'organo amministrativo la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata consegnata alle poste non oltre 60 (sessanta) giorni dalla data di ricevimento (risultante dal timbro postale) della comunicazione da parte dell'organo amministrativo;

b) la partecipazione dovrà essere trasferita entro 30 (trenta) giorni dalla data in cui l'Organo amministrativo avrà comunicato al socio offerente - a mezzo raccomandata da inviarsi entro 10 (dieci) giorni dalla scadenza del termine di cui sub. a) -l'accettazione dell'offerta con l'indicazione del o dei soci accettanti, della ripartizione tra gli stessi della partecipazione offerta, della data fissata per il trasferimento e del notaio a tal fine designato dagli acquirenti.

Nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, la partecipazione offerta spetterà ai soci interessati in proporzione al valore nominale della partecipazione da ciascuno di essi posseduta.

Se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, intendono valersene e che non vi abbiano espressamente e preventivamente rinunciato all'atto dell'esercizio della prelazione loro spettante.

Ove uno dei soci non eserciti la prelazione, i soci che hanno dichiarato di esercitarla avranno ulteriore proporzionale prelazione sulla porzione al primo spettante; il venditore dovrà darne loro comunicazione con lettera raccomandata A.R., da spedire entro giorni quindici e la prelazione andrà esercitata nei modi e termini di cui sopra.

La prelazione deve essere esercitata per il prezzo o valore in denaro indicato dall'offerente.

Qualora il prezzo o valore indicato richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro e, in caso di mancato accordo il prezzo sarà determinato ai sensi del successivo articolo 12 (dodici).

Il diritto di prelazione dovrà essere esercitato per l'intera partecipazione offerta.

Qualora nessun socio intenda acquistare la partecipazione offerta ovvero il diritto sia esercitato solo per parte di essa, il socio offerente sarà libero di trasferire l'intera partecipazione all'acquirente indicato nella comunicazione entro 30 (trenta) giorni dal giorno di ricevimento della comunicazione stessa da parte dei soci, salvo quanto previsto di seguito per il gradimento.

Per il trasferimento della nuda proprietà e per il trasferimento o la costituzione di diritti reali limitati (tra cui usufrutto e pegno) sulla partecipazione, occorrerà il preventivo consenso scritto di tutti i soci.

Qualora nessun socio eserciti il diritto di prelazione di cui al presente articolo, in caso di trasferimento per atto tra vivi delle partecipazioni, è richiesto il gradimento dei soci.

Pertanto il socio che intenda alienare la propria partecipazione in mancanza di esercizio della prelazione dovrà comunicare con lettera raccomandata inviata all'organo amministrativo la proposta di alienazione, contenente l'indicazione della persona del cessionario.

L'organo amministrativo dovrà, senza indugio, attivare la decisione del soggetto competente a pronunciare il gradimento.

I soci decidono con la maggioranza del 50% (cinquanta per cento). Nel calcolo delle maggioranze non sarà computata la partecipazione del socio richiedente il gradimento. La decisione in ordine al gradimento dovrà intervenire senza indugio e dovrà essere comunicata all'organo amministrativo.

L'organo amministrativo dovrà comunicare, con lettera raccomandata inviata all'indirizzo risultante presso il Registro delle Imprese, al socio la decisione sul gradimento.

Qualora entro il termine di 30 (trenta) giorni dal ricevimento della richiesta di gradimento al socio richiedente non pervenga alcuna comunicazione, il gradimento si intenderà concesso ed il socio potrà trasferire la partecipazione.

Qualora il gradimento venga negato al socio richiedente viene riconosciuto il diritto di recesso.

Il gradimento non è richiesto nel caso di trasferimento della partecipazione ai soggetti di cui al presente articolo lettere a, b, c.

In tutte le precitate ipotesi di trasferimento di partecipazioni eseguito senza l'osservanza di quanto prescritto, l'avente causa non avrà diritto di essere iscritto presso il Registro delle Imprese, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e non potrà alienare la partecipazione con effetto verso la società. Il diritto di prelazione è validamente esercitato soltanto alla condizione che il soggetto che intende rendersi cessionario subentri in misura proporzionale negli eventuali versamenti in conto capitale e/o finanziamenti, sia onerosi che non, effettuati dal socio cedente.

Art. 9. Morte del socio. La partecipazione trasferita per successione legittima o testamentaria dovrà essere offerta in prelazione a tutti i soci nei modi e con gli effetti di cui al precedente articolo.

Fino a quando non sia stata fatta l'offerta e non risulti che questa non sia stata accettata, l'erede o il legatario non sarà iscritto presso il Registro delle Imprese, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi inerenti alle partecipazioni e non potrà alienare le partecipazioni con effetto verso la società.

E' comunque fatto salvo il diritto di gradimento di cui al precedente articolo.

Art. 10. Recesso. Il socio ha diritto di recesso nei casi previsti dalla legge, oltre che negli altri casi previsti dal presente statuto.

Il diritto di recesso non può essere esercitato per i primi due anni dalla costituzione della società o dalla sottoscrizione della partecipazione e non spetta ai soci che non hanno concorso alla deliberazione della proroga del termine della durata come previsto all'articolo 4 (quattro).

Il socio che intende recedere dalla società deve darne comunicazione all'organo amministrativo mediante lettera inviata con raccomandata.

La raccomandata deve essere spedita entro 15 (quindici) giorni dall'iscrizione nel registro imprese o, se non prevista, dalla trascrizione nel libro delle decisioni dei soci della decisione che lo legittima, con l'indicazione delle generalità del socio recedente, del domicilio per le comunicazioni inerenti al procedimento.

Se il fatto che legittima il recesso è diverso da una decisione, esso può essere esercitato non oltre trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio.

Il recesso si intende esercitato il giorno in cui la comunicazione è pervenuta alla sede della società.

Il recesso può essere esercitato solo per l'intera quota posseduta dal recedente.

Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia se, prima della scadenza del termine per il rimborso, la società revoca la delibera che lo legittima ovvero delibera lo scioglimento.

Art. 11. Esclusione. Non sono previste specifiche ipotesi di esclusione del socio per giusta causa.

Art. 12. Liquidazione delle partecipazioni. Nelle ipotesi di liquidazione le partecipazioni saranno rimborsate al socio in proporzione del patrimonio sociale. Il patrimonio della società è determinato dall'organo amministrativo, sentito il parere dei sindaci e del revisore, se nominati, tenendo conto del valore di mercato della partecipazione riferito al momento di efficacia del recesso determinato ai sensi del presente statuto.

In caso di disaccordo, la valutazione delle partecipazioni, secondo i criteri sopra indicati, è effettuata, tramite relazione giurata, da un esperto nominato dal Tribunale nella cui circoscrizione si trova la sede della società, che provvede anche sulle spese, su istanza della parte più diligente. Si applica il primo comma dell'articolo 1349 c.c.

Il rimborso delle partecipazioni deve essere eseguito nei modi e termini previsti dalla normativa in vigore.

Art. 13. Amministratori. La società può essere amministrata, alternativamente, su decisione dei soci in sede della nomina:

- a. da un amministratore unico;
- b. da un consiglio di amministrazione composto da due o più membri, secondo il numero determinato dai soci al momento della nomina;
- c. da due o più amministratori con poteri congiunti, disgiunti o da esercitarsi a maggioranza.

Qualora vengano nominati due o più amministratori senza alcuna indicazione relativa alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, si intende costituito un consiglio di amministrazione.

Per organo amministrativo si intende l'amministratore unico, oppure il consiglio di amministrazione, oppure l'insieme di amministratori cui sia affidata congiuntamente o disgiuntamente l'amministrazione.

Gli amministratori possono essere anche non soci.

Non si applica agli amministratori il divieto di concorrenza di cui all'articolo 2390 c.c.

Il domicilio degli amministratori, nei rapporti con la società, è quello che risulta iscritto presso il Registro Imprese; l'indirizzo di posta elettronica, il fax e i numeri telefonici degli amministratori, per i loro rapporti con la società, sono, qualora non risultanti dal Registro Imprese, quelli che risultano dai libri e/o negli atti sociali ed espressamente comunicati da detti soggetti alla società.

Art. 14. Durata della carica, revoca, cessazione. Gli amministratori restano in carica fino a revoca o dimissioni o per il periodo determinato dai soci al momento della nomina.

Gli amministratori sono rieleggibili.

La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

Se nel corso del mandato viene a mancare, per qualsivoglia causa, anche un solo amministratore, tutto il Consiglio s'intenderà decaduto e si provvederà ai sensi dell'art. 2386, quarto comma, c.c..

Gli altri amministratori devono, entro trenta giorni, sottoporre alla decisione dei soci la nomina di un nuovo organo amministrativo; nel frattempo possono compiere solo le operazioni di ordinaria amministrazione.

Art. 15. Consiglio di amministrazione. Qualora non vi abbiano provveduto i soci al momento della nomina, il consiglio di amministrazione elegge fra i suoi membri un presidente e può eleggere uno o più vice presidenti.

Le decisioni del consiglio di amministrazione, salvo quanto previsto al successivo articolo, possono essere adottate mediante consultazione scritta, ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto.

La procedura di consultazione scritta, o di acquisizione del consenso espresso per iscritto non è soggetta a particolari vincoli purché sia assicurato a ciascun amministratore il diritto di partecipare alla decisione e sia assicurata a tutti gli aventi diritto adeguata informazione.

La decisione è adottata mediante approvazione per iscritto di un unico documento ovvero di più documenti che contengano il medesimo testo di decisione da parte della maggioranza degli amministratori. Il procedimento deve concludersi entro 15 (quindici) giorni dal suo inizio o nel diverso termine indicato nel testo della decisione.

Le decisioni del consiglio di amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli amministratori in carica.

Le decisioni degli amministratori devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni degli amministratori. La relativa documentazione è conservata dalla società.

Il Consiglio nomina un Segretario, anche al di fuori dei propri membri.

Art. 16. Adunanze del consiglio di amministrazione. Il consiglio di amministrazione deve deliberare in adunanza collegiale.

Il presidente convoca il consiglio di amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché tutti gli amministratori siano adeguatamente informati sulle materie da trattare.

La convocazione avviene mediante avviso spedito a tutti gli amministratori, al sindaco unico o ai sindaci effettivi e al revisore, se nominati, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, almeno tre giorni prima dell'adunanza e, in caso di urgenza, almeno un giorno prima. Nell'avviso vengono fissati la data, il luogo e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno.

Il consiglio si raduna presso la sede sociale o anche altrove, purché in Italia, o nel territorio di un altro stato membro dell'Unione Europea.

Le adunanze del consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i consiglieri in carica ed il sindaco unico o i sindaci effettivi, se nominati.

Le riunioni del consiglio di amministrazione si possono svolgere anche per audioconferenza o videoconferenza, alle seguenti condizioni di cui si darà atto nei relativi verbali:

- a. che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione, se nominato, che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;
- b. che sia consentito al presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- c. che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;
- d. che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

Per la validità delle deliberazioni del consiglio di amministrazione si richiede la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica; le deliberazioni sono prese con la maggioranza assoluta dei voti dei presenti.

Nel caso il consiglio di amministrazione sia composto da più di due membri in caso di parità di voti prevale il voto del presidente.

Delle deliberazioni della seduta si redigerà un verbale firmato dal presidente e dal segretario se nominato che dovrà essere trascritto nel libro delle decisioni degli amministratori.

Art. 17. Poteri dell'organo amministrativo. L'organo amministrativo ha tutti i poteri per l'amministrazione della società.

In sede di nomina possono tuttavia essere indicati limiti ai poteri degli amministratori.

Nel caso di nomina del consiglio di amministrazione, questo può delegare tutti o parte dei suoi poteri ad un comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti, ovvero ad uno o più dei suoi componenti, anche disgiuntamente. In questo caso si applicano le disposizioni contenute nei commi terzo, quinto e sesto dell'articolo 2381 c.c. Non possono essere delegate le attribuzioni indicate nell'articolo 2475, comma quinto c.c.

Nel caso di consiglio di amministrazione formato da due membri, qualora gli amministratori non siano d'accordo circa la eventuale revoca di uno degli amministratori delegati, entrambi i membri del consiglio decadono dalla carica e devono entro trenta giorni sottoporre alla decisione dei soci la nomina di un nuovo organo amministrativo.

Nel caso di nomina di più amministratori, al momento della nomina i poteri di amministrazione possono essere attribuiti agli stessi congiuntamente, disgiuntamente o a maggioranza, ovvero alcuni poteri di amministrazione possono essere attribuiti in via disgiunta e altri in via congiunta. In mancanza di qualsiasi precisazione nell'atto di nomina, in ordine alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, detti poteri si intendono attribuiti agli amministratori disgiuntamente tra loro. Nel caso di amministrazione congiunta, i singoli amministratori non possono compiere alcuna operazione.

Possono essere nominati direttori, institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

Qualora l'amministrazione sia affidata disgiuntamente a più amministratori, in caso di opposizione di un amministratore all'operazione che un altro intende compiere, competenti a decidere sull'opposizione sono i soci.

Art. 18. Rappresentanza. L'amministratore unico ha la rappresentanza della società.

In caso di nomina del consiglio di amministrazione, la rappresentanza della società spetta al presidente del consiglio di amministrazione o, in caso di assenza o impedimento al vice presidente ed ai singoli consiglieri delegati, se nominati.

Nel caso di nomina di più amministratori, la rappresentanza della società spetta agli stessi congiuntamente o disgiuntamente, allo stesso modo in cui sono stati attribuiti in sede di nomina i poteri di amministrazione.

La rappresentanza della società spetta anche ai direttori, agli institori e ai procuratori, nei limiti dei poteri loro conferiti nell'atto di nomina.

Art. 19. Compensi degli amministratori. Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio.

I soci possono inoltre assegnare agli amministratori un'indennità annuale in misura fissa, ovvero un compenso proporzionale agli utili netti di esercizio, nonché determinare un'indennità per la cessazione dalla carica e deliberare l'accantonamento per il relativo fondo di quiescenza con modalità stabilite con decisione dei soci.

In caso di nomina di un comitato esecutivo o di consiglieri delegati, il loro compenso è stabilito dal consiglio di amministrazione al momento della nomina.

Art. 20. Organo di controllo. La nomina dell'organo di controllo è fatta dai soci ed è obbligatoria nei casi previsti dalla legge; fuori da questi casi i soci possono comunque nominare un organo di controllo.

L'organo di controllo può essere monocratico (sindaco unico) o pluripersonale (collegio sindacale); qualora non sia previsto dalla legge con disposizione inderogabile che l'organo di controllo debba essere monocratico o pluripersonale, i soci possono scegliere se nominare un sindaco unico o un collegio sindacale.

Quando nominato il collegio sindacale si compone di tre membri effettivi e di due supplenti; il presidente del collegio sindacale è nominato dai soci, in occasione della nomina dello stesso collegio; quando previsto per legge i membri del collegio sindacale o il sindaco unico devono essere scelti tra i revisori legali iscritti nell'apposito registro.

Per quanto non disciplinato dal presente articolo l'organo di controllo sarà regolato dalle norme di legge previste in materia per le società per azioni, in particolare per quanto riguarda la durata della nomina, la cessazione dalla carica, la rieleggibilità, il compenso, le cause di ineleggibilità e decadenza, le competenze ed i doveri nonché le regole di funzionamento.

All'organo di controllo viene attribuita anche la revisione legale dei conti della società, salvo che la legge richieda obbligatoriamente la nomina di un revisore, o che i soci, pur non essendo obbligatorio ex legge, decidano di affidare la revisione legale dei conti ad un revisore.

Il domicilio dei sindaci, nei rapporti con la società, è quello che risulta iscritto presso il Registro Imprese; l'indirizzo di posta elettronica, il fax e i numeri telefonici dei sindaci, per i loro rapporti con la società, sono, qualora non risultanti dal Registro Imprese, quelli che risultano dai libri e/o negli atti sociali ed espressamente comunicati da detti soggetti alla società.

Art. 21. Revisore. Si applicano al revisore tutte le norme previste per lo stesso in materia di società per azioni. Qualora la società nomini per la revisione legale dei conti un revisore, anche al di fuori dei casi di obbligatorietà dello stesso, questi deve in ogni caso essere iscritto nell'apposito registro.

Il domicilio del revisore, nei rapporti con la società, è quello che risulta iscritto presso il Registro Imprese; l'indirizzo di posta elettronica, il fax e i numeri telefonici del revisore, per i suoi rapporti con la società, sono, qualora non risultanti dal Registro Imprese, quelli che risultano dai libri e/o negli atti sociali ed espressamente comunicati da detto soggetto alla società.

Art. 22. Decisioni dei soci. Hanno diritto di voto i soci che risultano iscritti nel Registro Imprese.

I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione. Ogni socio ha diritto di partecipare alle decisioni e il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione. Le decisioni dei soci sono prese con il voto favorevole dei soci che rappresentano più della metà del capitale sociale e sono trascritte nel libro delle decisioni dei soci.

Art. 23. Assemblea. Le decisioni dei soci devono essere adottate mediante deliberazione assembleare.

L'assemblea deve essere convocata dall'organo amministrativo anche fuori dalla sede sociale, purché in Italia.

In caso di impossibilità di tutti gli amministratori o di loro inattività, l'assemblea può essere convocata dal sindaco unico o dal collegio sindacale, se nominati, o anche da un socio.

L'assemblea viene convocata con avviso spedito otto giorni o, se spedito successivamente, ricevuto almeno cinque giorni prima di quello fissato per l'adunanza con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, fatto pervenire agli aventi diritto al domicilio risultante presso il Registro Imprese.

Nell'avviso di convocazione devono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Nell'avviso di convocazione può essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione, per il caso in cui nell'adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risulti legalmente costituita; comunque anche in seconda convocazione valgono le medesime maggioranze previste per la prima convocazione.

Anche in mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e i sindaci, se nominati, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento. Se gli amministratori o i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea,

dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati della riunione e su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

Art. 24. Svolgimento dell'assemblea. L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico o dal presidente del consiglio di amministrazione o dal coamministratore più anziano d'età; in caso di mancanza di questi, l'assemblea è presieduta dalla persona designata dagli intervenuti.

Spetta al presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

L'assemblea dei soci può svolgersi anche in più luoghi, audio e o video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, delle quali deve essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione se nominato che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;

- che sia consentito al presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonchè di visionare, ricevere o trasmettere documenti;

- che siano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea tenuta ai sensi del precedente articolo) i luoghi audio e o video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il presidente ed il segretario, se nominato.

Art. 25. Deleghe. Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare anche da soggetto non socio per delega scritta, che deve essere conservata dalla società.

Nella delega deve essere specificato il nome del rappresentante con l'indicazione di eventuali facoltà e limiti di subdelega.

Se la delega viene conferita per la singola assemblea ha effetto anche per la seconda convocazione.

La rappresentanza non può essere conferita ad amministratori, ai sindaci o al revisore, se nominati.

Art. 26. Verbale dell'assemblea. Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario se nominato o dal notaio.

Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Il verbale deve riportare gli esiti degli accertamenti fatti dal presidente. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, deve essere trascritto, senza indugio, nel libro delle decisioni dei soci.

Art. 27. Quorum costitutivi e deliberativi. L'assemblea è regolarmente costituita e delibera validamente con le presenze e le maggioranze previste dall'art. 2479 bis c.c.

Restano comunque salve le altre disposizioni di legge o del presente statuto che, per particolari decisioni, richiedono diverse specifiche maggioranze.

Art. 28. Bilancio e utili. Gli esercizi sociali si chiudono il 31 dicembre di ogni anno.

Gli utili netti risultanti dal bilancio, dedotto almeno il 5% (cinque per cento) da destinare a riserva legale fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale, verranno ripartiti tra i soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta, salvo diversa decisione dei soci.

Il bilancio, redatto con l'osservanza delle norme di legge, è presentato ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale oppure, ove la società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato, o quando lo richiedono particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della società, entro centoottanta giorni dalla sopradetta chiusura; in questi casi gli amministratori segnalano nella relazione prevista dall'articolo 2428 c.c. le ragioni della dilazione.

Art. 29. Controllo dei soci. I soci che non partecipano all'amministrazione della società hanno diritto di ottenere annualmente dagli amministratori notizie sullo svolgimento degli affari sociali.

Essi potranno altresì, una volta all'anno, consultare anche tramite professionisti di loro fiducia purché iscritti nell'albo degli avvocati o dei ragionieri o dei dottori commercialisti, i libri sociali ed i documenti relativi all'amministrazione.

A tal fine dovranno indirizzare richieste scritte all'Organo amministrativo indicando ove si avvalgano di professionisti il nominativo dei professionisti per i quali si chiede l'accesso agli uffici della società: data e orario dell'accesso dovranno essere concordati con la società con un preavviso di almeno 15 (quindici) giorni.

Nell'ipotesi di richiesta di notizie da rendersi per iscritto l'Organo amministrativo è obbligato a formulare la risposta, sempre scritta, entro 60 (sessanta) giorni dal ricevimento della richiesta.

I soci non potranno divulgare le notizie e le informazioni ottenute nell'esercizio dei diritti di controllo, se non all'esclusivo fine della tutela dei loro diritti e di quelli della società in sede di ricorso alla magistratura civile e penale.

I soci si assumono la responsabilità anche dell'operato dei professionisti da loro incaricati che saranno tenuti all'obbligo di riservatezza.

Sarà facoltà dell'Organo amministrativo far partecipare alle predette ispezioni il sindaco unico o un membro del collegio sindacale ovvero un professionista di propria fiducia.

Art. 30. Scioglimento e liquidazione. La società si scioglie per le cause previste dalla legge.

In tutte le ipotesi di scioglimento, l'organo amministrativo deve effettuare gli adempimenti pubblicitari previsti dalla legge nel termine di trenta giorni dal loro verificarsi o nel diverso termine previsto dalla legge stessa.

L'assemblea, se del caso convocata dall'organo amministrativo, nominerà uno o più liquidatori determinando:

- il numero dei liquidatori;
- in caso di pluralità di liquidatori, le regole di funzionamento del collegio;
- a chi spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- gli eventuali limiti ai poteri dell'organo liquidativo.

Art. 31. Norme di rinvio. Per quanto non previsto dal presente statuto e dall'atto costitutivo si fa riferimento alle vigenti norme di legge.

Disposizione transitoria

Il primo esercizio sociale in Italia inizierà il giorno dell'iscrizione della Società presso il Registro delle Imprese di Roma e si chiuderà il 31 dicembre 2014.

Dodicesima delibera

L'assemblea decide di nominare, in conformità con la legge italiana, un Amministratore Unico che viene nominato nella persona del Signor Giovanni Semeraro, nato a Ostuni (BR), Italia, il 02 gennaio 1949, domiciliato per la carica presso la sede sociale, codice fiscale SMRGNN49A02G187W per una durata triennale fino all'approvazione del bilancio di esercizio 2016, salvo revoca o dimissione.

L'assemblea decide inoltre che gli emolumenti degli amministratori saranno determinati sulla base di quanto previsto dallo statuto sociale della Società.

Tredicesima delibera

L'assemblea decide di conferire al Dott. Alessandro CERINO, residente in Via Taurianova, 91/C - I- 00178 Rome (RM) nonché al notaio Antonino Privitera, residente in via Emilio de' Cavalieri, 7 - Roma, Italia, tutti i poteri al fine di compiere, ognuno individualmente, tutte le formalità necessarie e tutti gli atti che saranno richiesti nelle circostanze dalle autorità italiane al fine di fare approvare, ratificare, adeguare alla legge italiana e registrare le delibere summenzionate nonché il presente atto e, in generale, firmare ogni documento e compiere ogni atto che potrebbe essere richiesto dalle predette autorità competenti in relazione all'approvazione, alla ratifica, all'adeguamento alla legge italiana ed alla registrazione delle delibere summenzionate nonché del presente atto, ivi compresi, i poteri di modificare lo statuto sociale della Società, qualora necessario.

Inoltre, i predetti mandatari sono espressamente autorizzati, ognuno individualmente, a intraprendere ogni procedura necessaria ed a eseguire e fornire ogni documento necessario al Ministro delle Finanze ed al Registro delle Imprese di Roma nonché al «Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg» e in generale ad ogni amministrazione che potrebbe essere coinvolta, al fine di garantire, da una parte, la continuazione della Società come società di diritto italiano e, d'altra parte, la cessazione della Società in qualità di società di diritto lussemburghese.

Quattordicesima delibera

L'assemblea decide di conferire ogni più ampio potere ad ogni portatore di una copia autentica del presente atto al fine di procedere con la radiazione dell'iscrizione della Società presso il «Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg» sulla base della prova dell'avvenuta iscrizione della Società in Italia presso il Registro delle Imprese di Roma.

Tutti i documenti della Società relativi al periodo durante il quale avrà avuto la nazionalità lussemburghese e la sede nel Granducato del Lussemburgo, potranno, durante un periodo di cinque anni, essere ottenuti presso la società TRUSTSER S.A., «société anonyme», avente sede sociale al 3, rue des Bains, L-1212 Lussemburgo.

Quindicesima delibera

L'assemblea decide di nominare la società TRUSTSER S.A., con sede sociale in 3, rue des Bains, L-1212 Lussemburgo, rappresentante fiscale in Lussemburgo al fine di ricevere tutte le notifiche indirizzate alla Società dall'«Administration des Contributions Directes du Grand-Duché de Luxembourg» o da ogni altra autorità fiscale lussemburghese competente.

Sedicesima delibera

L'assemblea decide di assoggettare le delibere numero dieci e seguenti qui sopra assunte alla condizione sospensiva del trasferimento della sede sociale della Società in Italia e della sua iscrizione presso il Registro delle Imprese di Roma.

Null'altro essendoci all'ordine del giorno, la seduta è sciolta.

Valutazione delle spese

L'ammontare delle spese, remunerazioni e costi qualsivoglia, che sono a carico della società, in relazione alla presente, sono stimati a circa EUR 2.600,-.

Il notaio sottoscritto che comprende la lingua italiana, prende atto che su richiesta dei comparenti, il presente atto è redatto in lingua francese seguito da una traduzione in lingua italiana. Su richiesta degli stessi comparenti, in caso di divergenza tra il testo in italiano ed il testo in lingua francese, prevarrà il testo in lingua francese.

DI CUI ATTO, redatto e sottoscritto in Lussemburgo-Città (Granducato del Lussemburgo), alla data indicata in capo alla presente.

E dopo averne dato lettura ed interpretazione ai comparenti, tutti noti al notaio per nomi, cognomi, stato e dimora, i comparenti hanno firmato con il notaio il presente atto.

Signé: P. BARTOLUCCI, L. CEDRATI, A. CUSUMANO, C. DELVAUX

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 15 octobre 2014. Relation: LAC/2014/48003. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014161886/1664.

(140182689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Lufkin Industries Holdings Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.165.944,00.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 167.922.

Suite aux résolutions de l'associé unique de Lufkin Industries Holdings Luxembourg S.à r.l. (la «Société») il a été décidé de renouveler les mandats de tous les membres du conseil de gérance de la Société, et ce avec effet du 16 mai 2014 jusqu'à l'assemblée générale de la Société concernant l'approbation des comptes annuels de la Société qui se tiendra en l'année 2015 et de nommer:

- Monsieur Stephen Michael PARKS, membre du conseil de gérance de classe «A», résidant au 3135 Easton Turnpike, Fairfield, Connecticut, CT06828, Etats-Unis d'Amérique;

- Madame Roisin Alice O'HAGAN, membre du conseil de gérance de classe «A», résidant au 32 Reid Street, Clarendon House 3rd floor, HM11 Hamilton, Bermudes;

- Monsieur Philippe REIBEL, membre du conseil de gérance de classe «B», résidant au 6d Route de Trêves, L2633 Senningerberg, et ce avec effet du 16 mai 2014, jusqu'à l'assemblée générale de la Société concernant l'approbation des comptes annuels de la Société qui se tiendra en l'année 2015.

Par conséquent, le conseil de gérance de la Société, à partir du 16 mai 2014, se compose comme suit:

- Monsieur Teunis Christiaan AKKERMAN, membre du conseil de gérance de classe «A»;

- Monsieur Arjan Cornelis VAN DER LINDE, membre du conseil de gérance de classe «A»;

- Monsieur Stephen Michael PARKS, membre du conseil de gérance de classe «A»;

- Madame Roisin Alice O'HAGAN, membre du conseil de gérance de classe «A»;

- Madame Michelle Ryann RIEGER, membre du conseil de gérance de classe «B»;

- Monsieur Philippe REIBEL, membre du conseil de gérance de classe «B»;

- Madame Egle SABALYTE, membre du conseil de gérance de classe «B».

Pour Lufkin Industries Holdings Luxembourg

S.Th. Kortekaas

Mandataire

Référence de publication: 2014145281/30.

(140165142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Démolition et Terrassement XL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4562 Niederkorn, 12, Z.A.C. Haneboesch II.

R.C.S. Luxembourg B 190.101.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le quatre septembre.

Pardevant Maître Robert SCHUMAN, notaire de résidence à Differdange.

ONT COMPARU:

La société anonyme de droit luxembourgeois SCUDERIA CDS S.A., ayant son siège social à L-4710 Pétange, 56, rue d'Athus,

ici représentée par son administrateur unique, Monsieur Carlos Alberto RODRIGUES DE SOUSA, technicien en chauffage, né à Sao Lourenco de Ribapinhao, Portugal, le 17 juin 1979 (Matricule 1979 0617 25010), demeurant professionnellement à Niederkorn.

Laquelle comparante a par les présentes déclaré constituer une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de DEMOLITION ET TERRASSEMENT XL S.à r.l., société à responsabilité limitée.

Art. 2. Le siège social est fixé dans la Commune de Differdange.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du ou des associé(s).

Art. 3. La société a pour objet tous travaux de terrassement, de remblais, de démolition et de construction.

La société pourra effectuer toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

La société pourra accorder des hypothèques ou garanties, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales ou physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes. Elle pourra également s'intéresser par voie d'apport, de fusion, d'absorption, de constitution, de participation, de crédits, d'achat d'actions, parts, obligations ou toutes autres à toutes autres sociétés ou entreprises similaires susceptibles de favoriser directement ou indirectement le développement de ses affaires.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le capital social de la société est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (€ 125.-) chacune.

Art. 6. Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément de tous les associés.

Les autres associés de la société bénéficient cependant d'un droit de préemption qu'ils doivent exercer dans les trente jours, à partir de la réception de la notification par lettre recommandée avec accusé de réception des termes et conditions de la cession projetée.

Art. 7. La société est administrée par un ou plusieurs gérant(s).

L'assemblée générale des associés fixe les pouvoirs du ou des gérant(s).

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayant droit ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 9. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 10. En cas de dissolution, la société sera dissoute et la liquidation sera faite conformément aux prescriptions légales.

Art. 11. Pour tous les points qui ne sont pas réglementés par les présents statuts, le ou les associé(s) se soumet(tent) à la législation en vigueur.

Disposition transitoire

Par dérogation le premier exercice commence aujourd'hui et finira le trente et un décembre de l'an deux mille quatorze.

146300

Souscription:

Les parts sociales ont été intégralement souscrites et entièrement libérées par la société SCUDERIA CDS S.A., la comparante préqualifiée, représentée comme il a été dit.

La libération du capital social a été faite par un versement en espèces de sorte que le somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS euros (€ 12.500.-) se trouve à la libre disposition de la société ainsi qu'il en est justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Évaluation des frais.

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à € 1.100.-

Assemblée générale extraordinaire.

Réuni en assemblée générale extraordinaire, les associés ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des gérants est fixé à un (1).

2.- Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Carlos Alberto RODRIGUES DE SOUSA, technicien en chauffage, né à Sao Lourenco de Ribapinhao, Portugal, le 17 juin 1979 (Matricule 1979 0617 25010), demeurant professionnellement à Niederkorn.

3.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de son gérant unique.

4.- L'adresse du siège social est fixée au L-4562 Niederkorn, 12, Z.A.C. Haneboesch II.

DONT ACTE, fait et passé à Differdange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Rodrigues De Sousa, Schuman.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 septembre 2014. Relation: EAC / 2014 / 12064. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Differdange, le 12 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142726/79.

(140162576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Axion Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 159.483.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 1^{er} septembre 2014 que:

- Les démissions de M. Olivier LIEGEOIS, administrateur et M. Luc GERONDAL, administrateur et Président du Conseil d'administration de la Société, en date du 31 août 2014, ont été acceptées.

1. Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs avec effet au 31 août 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes arrêtés au 31 décembre 2013:

- (i) Mr Bruno BEERNAERTS, né le 4 novembre 1963 à Ixelles, Belgique, résidant au 162, rue de Reckenthal, L-2410 Strassen.

- (ii) Mme Jessica DA SILVA, née le 21 juillet 1981 à Mont Saint Martin, France, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

La Société prend acte de la nouvelle adresse de Monsieur Patrick MOINET au 156, rue Albert Uden L-2652 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143242/21.

(140163434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Pradera Central Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 111.810.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Pour PRADERA CENTRAL MANAGEMENT SARL

Société à responsabilité limitée

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2014144354/15.

(140164091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Corales S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 168.891.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 30 octobre 2014 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2013.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014158428/1023/16.

PRIVILEGE & Partners SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 163.422.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 8 août 2014 que:

- Monsieur Roberto DE LUCA et Madame Orietta RIMI ont démissionné de leur fonction d'administrateur.

Monsieur Alessandro GASPARINI, employé, né à Milan (Italie) le 26 juin 1972, domicilié via A. Volta 16, CH-6830 CHIASSO et la société Lexington Governance Limited, Registre de Londres 08454544, ayant son siège à Londres NW1 1JD, Royaume-Uni, 41, Chalton Street, représenté par Monsieur Andrew Simon DAVIS, né le 28 juillet 1963 à Londres, Royaume-Uni et domicilié professionnellement au 41, Chalton Street, NW1 1JD, Londres, Royaume-Uni, ont été nommés à la fonction d'administrateur.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2020.

Les mandats suivants seront renouvelés jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2020:

- Madame Valérie RAVIZZA, domiciliée professionnellement au 19, boulevard Grande-duchesse Charlotte L-1331 à la fonction d'administrateur et président du Conseil d'Administration.

- La société Ser.Com Sàrl, ayant son siège social au 19, boulevard Grande-duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg à la fonction de commissaire aux comptes.

Dorénavant, Madame Valérie WESQUY sera inscrite sous le nom Madame Valérie RAVIZZA.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014145095/23.

(140165281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Laccolith S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 32.369.

Les comptes annuels au 30.09.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014144936/10.

(140165230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Phaeton Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 174.868.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/09/2014.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014145689/11.

(140165848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

ACMBernstein SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 117.021.

The

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of ACMBernstein SICAV (the "Fund") will be held at 09:30 AM (local time) on *Thursday, October 30, 2014* at the registered office of the Fund, 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg for the following purposes:

Agenda:

1. To approve the auditors' report and audited financial statements* for the fiscal year ended May 31, 2014.
2. To approve the annual report* of the Fund for the fiscal year ended May 31, 2014.
3. To grant discharge to the Directors with respect to the performance of their duties during the fiscal year ended May 31, 2014.
4. To elect the following persons as Directors, each to hold office until the next Annual General Meeting of Shareholders and until his or her successor is duly elected and qualified:

YVES PRUSSEN
BERTRAND REIMMEL
LOUIS MANGAN
SILVIO CRUZ

5. To appoint Ernst & Young, Luxembourg, as independent auditors of the Fund for the forthcoming fiscal year.
6. To transact such other business as may properly come before the Meeting.

Only shareholders of record at the close of business on the fifth day prior to the Meeting (on Friday, October 24, 2014) are entitled to vote at the 2014 Annual General Meeting of Shareholders and at any adjournments thereof.

*According to the law dated 17 December 2010 on undertakings for collective investments, the annual accounts and the auditors' report (the "financial reports") no longer need to be sent to the shareholders with the convening notice to the annual general meeting of shareholders. These financial reports are available from the registered office of the Fund and will be sent to shareholders who specifically request to receive a copy thereof.

The financial reports can also be downloaded directly from AllianceBernstein's website: www.alliancebernstein.com/investments.

October 9th, 2014

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014158429/755/33.

Capital & Income Trust S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 14.000,60.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 147.151.

Extract of the resolutions of the Extraordinary General Meeting held 11th September 2014

The Extraordinary General Meeting notices that the mandates of the following managers were carried out in 2010.

The following persons are reappointed with retroactive effect as managers of the Company for five years:

- Monsieur John BARROLL BROWN, manager class A, residing in 67 castelnau, London SW13 9RT
- Monsieur Maximilien GALOWICH, manager class B
- Monsieur Steve KIEFFER, manager class B
- Monsieur Jean-Paul FRANK, manager class B

The mandates will be carried out with the beginning of the Annual General Meeting of 2015, which will be held on the date assigned in the statutes.

Following this reappointment the board of managers is now composed by the following persons:

- Monsieur Edward BARROLL BROWN, manager class A, 36, Oak Lodge, London W85 UL,
- Monsieur John BARROLL BROWN, manager class A, residing in 67 Castelnau, London SW13 9RT
- Monsieur Maximilien GALOWICH, manager class B
- Monsieur Steve KIEFFER, manager class B
- Monsieur Jean-Paul FRANK, manager class B

Furthermore the address of the following managers and shareholders is as follows:

- Monsieur Edward BARROLL BROWN, manager class A, 36, Oak Lodge, London W85 UL,
- Monsieur John BARROLL BROWN, manager class A, residing in 67 Castelnau, London SW13 9RT

Certified true extract,

Luxembourg, 11th September 2014.

*

Traduction française

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 septembre 2014

Les associés de la société Capital & Income Trust S.à.r.l. réunis en Assemblée Générale Extraordinaire du 11 septembre, ont décidé à l'unanimité, de prendre les résolutions suivantes:

L'Assemblée Générale constatant que les mandats des gérants suivants:

- Monsieur John BARROLL BROWN, gérant de classe A
- Monsieur Maximilien GALOWICH, gérant de classe B
- Monsieur Steve KIEFFER, gérant de classe B
- Monsieur Jean-Paul FRANK, gérant de classe B

sont arrivés à leur terme en 2010, décide de les renouveler rétroactivement dans leurs fonctions pour une nouvelle période de cinq années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais des personnes suivantes:

- Monsieur Edward BARROLL BROWN, gérant de classe A
- Monsieur John BARROLL BROWN, gérant de classe A
- Monsieur Maximilien GALOWICH, gérant de classe B
- Monsieur Steve KIEFFER, gérant de classe B
- Monsieur Jean-Paul FRANK, gérant de classe B

Par ailleurs, il est porté à connaissance des tiers que l'adresse des gérants et associés suivants est la suivante:

- Monsieur Edward BARROLL BROWN, manager class A, 36, Oak Lodge, London W85 UL,
- Monsieur John BARROLL BROWN, manager class A, residing in 67 Castelnau, London SW13 9RT

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Référence de publication: 2014141995/50.

(140161656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Handelsbanken Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 15, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 22.175.

As the Extraordinary General Meeting of Shareholders of Handelsbanken Funds which was held on September 30, 2014 could not validly deliberate as the required quorum was not reached, you are hereby convened to a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company which will be held at Etude Maître Joseph Elvinger, 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, on November 6 2014, at 11.15 a.m. (Luxembourg time), to deliberate and vote on amendments of the Articles of Incorporation of the Company (the "Articles") as described in the following agenda:

Agenda:

Approval of amendments of the Articles as detailed below:

1. Amendment of the Articles to reflect new requirements of various different laws which are applicable to the Company (e.g. the Foreign Account Tax Compliance Act ("FATCA") and law on commercial companies of Luxembourg):
 - 1.1. Amendment of Article 6 of the Articles to provide that the personal data of shareholders may be transferred, according to a personal data transfer policy determined from time to time by the Board and disclosed in the sales document of the Company. Such data may be processed for the purposes of account administration, anti-money laundering and counter-terrorist financing identification, tax identification (including, but not limited to, for the purpose of compliance with the Foreign Account Tax Compliance Act, as might be amended, completed or supplemented ("FATCA")) as well as, to the extent permissible and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations and any other local applicable regulations, the development of business relationships including sales and marketing of Handelsbanken-group investment products.
 - 1.2. Amendment of Article 8 of the Articles in order to (i) clarify and extend the power of the Board to impose restriction on the ownership of the shares and to avoid the fund (and indirectly the shareholders) from being exposed to any adverse consequences and (ii) insert FATCA detrimental consequences as a ground to redeem compulsory shares held by a Restricted Person.
 - 1.3. Amendment of Article 21 of the Articles to set out more clearly the provisions relating to the procedures and processes applicable to a redemption request and to clarify that the Net Asset Value may be reduced by, amongst others, tax and tax liabilities (including withholding taxes or those deriving from FATCA requirements) or by a redemption charge, if any;
 - 1.4. Amendment of Article 23 of the Articles in order to clarify that the redemption price or the subscription price may be reduced or increased as a consequence of any fiscal considerations or penalty of a specific country to the extent that the Fund would otherwise incur any pecuniary disadvantage as a result of a shareholder having not complied with the relevant legislation of that country (e.g. FATCA); and
2. Amendment of various articles in order to reflect that bearer shares will no longer be issued.

The text of the proposed amendments to the articles of incorporation is available free of charge, upon request, at the registered office of the Company.

No quorum will be required and the resolutions will be passed by a majority of two-thirds of the votes cast.

Shareholders may vote in person or by proxy.

A proxy form may be obtained from the registered office of the Company upon request and should be returned to the registered office of the Company, 15, rue Bender, L-1229 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, for the attention of Shareholders Services before 5.00 p.m. (Luxembourg time) on November 4, 2014.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014150511/46.